

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1447

20 mai 2016

SOMMAIRE

AC Technologies	69413	Mezzanine IX Investors S.A.	69453
ADB Luxembourg S.A.	69423	North American Capital Investors of Luxem- bourg (NACIL)	69411
Altralux S.A.	69420	Onebto Investments S.A., SPF	69414
Bemo Europe - Banque Privée	69415	Pelagus S.A.	69418
Caribe Holding S.A.	69412	Piscadera Investments S.A.	69418
Comparfin S.A.	69418	Private Estate Life S.A.	69421
Crestone Needle Invest S.A.	69411	Private Estate Life S.A.	69422
CRM Large Cap SIF	69423	Private Estate Life S.A.	69422
Domaine Alice Hartmann S.A.	69415	Private Wealth Management Global SIF	69456
Endurance Residential Rostock S.à r.l.	69422	Reginvest UK S.à r.l.	69410
Eudial S.C.A.	69417	Responsible Technology S.A.	69415
Euraudit Consult S.A.	69421	Sem International S.A.	69412
Excen Global Holding II S.A.	69455	Sideralloys S.A.	69416
Focused Fund	69422	Silver Limousine S.à r.l.	69411
Forum Luxembourg Limited S.à r.l.	69419	SiXBTO Investments S.A.	69413
Fox International S.A.	69410	Sofair International S.A.	69420
Hottinger International Fund	69419	Solo Consulting S.à r.l.	69417
Immooffice S.A.	69421	Special Solutions S.A.	69414
Immo Nord SA	69419	Superdome S.A.	69413
Intermediatic S.A.	69417	Synavic S.A.	69410
International Automotive Components Group, S.A.	69420	Talvex Holding S.A.	69416
Maps WB Platz Parking	69450	TCS Lu S.à.r.l.	69416
Marc Blondeau (Luxembourg) S.A.	69414	Venezuela Investment Company S.A.	69412

Synavic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 104.382.

Les actionnaires de la Société sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui aura lieu exceptionnellement le *06 juin 2016* à 11 heures au siège social de la Société afin de délibérer sur les points à l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Constatation et approbation de la tenue anticipée de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant pour objet d'approuver les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31 décembre 2015.
2. Présentation et approbation du rapport de contrôle du Commissaire relatif à l'exercice clôturé au 31 décembre 2015.
3. Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2015 et du compte de profits et pertes y relatif ; affectation du résultat.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2015.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016109856/19.

Fox International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 59.145.

Les actionnaires de la Société sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui aura lieu exceptionnellement le *06 juin 2016* à 09 heures au siège social de la Société afin de délibérer sur les points à l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Constatation et approbation de la tenue anticipée de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant pour objet d'approuver les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31 décembre 2015.
2. Présentation et approbation du rapport de contrôle du Commissaire relatif à l'exercice clôturé au 31 décembre 2015.
3. Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2015 et du compte de profits et pertes y relatif ; affectation du résultat.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2015.
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la Société conformément à l'article 100 de la loi coordonnée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

L'Administrateur Unique

Référence de publication: 2016109857/21.

Reginvest UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.540,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 194.369.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse professionnelle de Gianmaria Lombardo et Andrea Lizzio, gérants de catégorie A et ce avec effet immédiat.

Office B01, Ground Floor, 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Un mandataire

Référence de publication: 2016077434/14.

(160042516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

North American Capital Investors of Luxembourg (NACIL), Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 178.245.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

de North American Capital Investors of Luxembourg (NACIL) Société Anonyme 44, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg R.C.S. Luxembourg B 178.245 qui se tiendra le vendredi *10 juin 2016* à 12.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016110613/755/20.

Silver Limousine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 125.685.

EXTRAIT

Suite à la modification de la forme sociale ainsi que de la dénomination intervenue en date du 16 février 2016 de l'associé unique de la société Silver Limousine S.à r.l., celle-ci est dorénavant détenue par:

- ALBATROSS PARTICIPATIONS S.C.A., une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, immatriculée auprès du RCSL sous le numéro B 187.407.

ALBATROSS PARTICIPATIONS S.C.A. détient l'entière propriété des parts sociales de la société Silver Limousine S.à r.l. à savoir 500 parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077458/16.

(160042566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Crestone Needle Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 179.298.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social en date du *07 juin 2016* à 17 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015 ;
2. Discussion sur le rapport de commissaire portant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015 ;
3. Octroi de la décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice qui s'est clôturé le 31 décembre 2015;
4. Affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice 2015 ;
5. Le cas échéant, mention quant à l'application de l'article 100 des L.C.S.C. ;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016110614/1004/18.

Venezuela Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 75.780.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE DES ACTIONNAIRES

qui se tiendra le 8 juin 2016 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2015
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016110615/788/17.

Sem International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 39.612.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale du 22 Février 2016, accepte, à compter du 31 août 2015, la démission d'un administrateur, à savoir:

- Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, administrateur, né le 30 août 1955 à Eindhoven (Pays-Bas), domicilié professionnellement au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

L'Assemblée Générale accepte, à compter du 22 Février 2016, de nommer un administrateur, à savoir:

- Madame Emilie GALLAIS, administrateur, née le 03 mai 1978 à Coutances (France), domiciliée professionnellement au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

Conformément à la circulaire RCSL 15/2 du 13 février 2015, le représentant permanent de la société Luxglobal Management S.à r.l. est le suivant:

- Monsieur Claude ZIMMER, administrateur, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg, domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016077490/22.

(160042468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Caribe Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 75.749.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE DES ACTIONNAIRES

qui se tiendra le 8 juin 2016 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2015
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016110616/788/15.

Superdome S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 167.281.

Il est porté à la connaissance de tous:

- que Monsieur AZOULAY Alexandre administrateur de catégorie A et président du conseil d'administration de la société Superdome S.A. (société sise au 37, Val Saint André L-1128 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.281) est domicilié à l'adresse suivante:

13, rue de la Tremoille

F-75008 PARIS

Référence de publication: 2016077523/13.

(160042544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

AC Technologies, Société Anonyme.

Siège social: L-9970 Leithum, 2, Driicht.

R.C.S. Luxembourg B 107.060.

Die Damen und Herren Aktionäre werden eingeladen zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

welche stattfinden wird in der Kanzlei G.T. Fiduciaires S.A., L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, am Freitag, den 27. Mai 2016, um 11.00 Uhr mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Verlesen des Jahresabschlusses per 31. Dezember 2015;
2. Verlesen des Berichts des Verwaltungsrates betreffend das Geschäftsjahr 2015;
3. Verlesen des Berichts des Kommissars betreffend das Geschäftsjahr 2015;
4. Verabschiedung des Jahresabschlusses;
5. Ergebnisverwendung;
6. Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars;
7. Statutarische Ernennungen;
8. Beschlussfassung über die eventuelle Auflösung der Gesellschaft;
9. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2016099322/21.

SIXBTO Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 173.831.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 30 mai 2016 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire ;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes ;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016101615/10/20.

Marc Blondeau (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 73.739.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
qui se tiendra le *30 mai 2016* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. nomination éventuelle d'un nouveau Commissaire aux Comptes ;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016101623/10/19.

Special Solutions S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 152.107.

EXTRAIT

Nous vous informons du changement d'adresse de Alain Koch, Hinnerk Koch et Danielle Delnoije, administrateurs de classe B de la Société en date du 29 février 2016, du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 8 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2016077470/16.

(160042823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Onebto Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 188.058.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
qui se tiendra le *30 mai 2016* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2015 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. nomination éventuelle d'un nouveau Commissaire aux Comptes ;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016101624/10/19.

Bemo Europe - Banque Privée, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 176.452.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 26, boulevard Royal à Luxembourg, le 27 mai 2016 à 14 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation par le Conseil des comptes de l'exercice clos au 31/12/2015
2. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration
3. Lecture des rapports du Réviseur sur l'exécution de sa mission
4. Approbation et affectation des résultats de l'exercice 2015
5. Quitus aux administrateurs et aux réviseurs
6. Pouvoirs à conférer au Conseil d'Administration
7. Questions diverses

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2016102902/18.

Responsible Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 149.064.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration le 15 décembre 2015

Le conseil d'administration accepte la démission de Monsieur Alain ROBILLARD de son mandat d'administrateur avec effet immédiat.

Monsieur Marc THILL, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg est nommé comme nouvel administrateur en remplacement de Monsieur Alain ROBILLARD, administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077449/15.

(160042343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Domaine Alice Hartmann S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5480 Wormeldange, 72-74, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 56.948.

Mesdames, Messieurs, les actionnaires de la Société, sont convoqués par la présente à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 30 mai 2016 à 15h00, par-devant et en l'étude de Me Cosita Delvaux, au 39, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Annulation des actions au porteur non immobilisées et réduction du capital social, le tout conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.
2. Modification subséquente de l'article 5 des Statuts de la Société.
3. Divers.

La Société rappelle à ses actionnaires détenteurs d'actions au porteur qu'en application de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, les actions au porteur qui n'ont pas été immobilisées avant le 18 février 2016, et dont les droits de vote sont suspendus de par la loi depuis le 18 février 2015, ne seront pas prises en compte pour le quorum de présence et de majorité au cours de l'assemblée générale extraordinaire de la Société et seront annulées lors ladite assemblée, conformément à la loi du 28 juillet 2014 précitée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103819/1040/21.

Sideralloys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 157.231.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be exceptionally held at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen on *May 30th, 2016* at 4 p.m. with the following agenda:

Agenda:

- Statement and approval of the postponement of the date of the Ordinary General Meeting dealing with the approval of the annual accounts of the Company as at December 31st, 2014.
- Presentation and approval of the statutory auditor's report related to the financial year ending on December 31st, 2014.
- Approval of the balance sheet as at December 31st, 2014 and the profit and loss account related to it; allocation of the result.
- Discharge to the Directors and to the Statutory Auditor for the execution of their mandate during the financial year ending on December 31st, 2014.
- Renewal of the Director's and Statutory Auditor's mandates.
- Any other business.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2016103850/21.

Talvex Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 175.356.

Extrait des résolutions adoptées en date du 8 mars 2016 lors de la réunion du conseil d'administration de la société Talvex Holding S.A

- M. Alexandre TASKIRAN a démissionné de ses fonctions avec effet au 23 décembre 2015.
- M. Vishal SOOKLOLL, employé privé, né à Goodlands (République de Maurice), le 14 juin 1975, résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, a été coopté administrateur de la Société avec effet au 23 décembre 2015. Il terminera le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Talvex Holding S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2016077531/16.

(160042638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

TCS Lu S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 150.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 124.130.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Suite à une résolution circulaire prise par l'associé unique de la Société en date du 23 décembre 2015, il a été prononcé la clôture de la liquidation de la société TCS Lu S.à.r.l., qui cessera d'exister.

Les associés ont décidé que les livres et documents de la Société resteront déposés pendant 5 années à 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Pour la Société

Référence de publication: 2016077532/17.

(160043166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Intermediatic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8413 Steinfort, 1, rue du Pinson.

R.C.S. Luxembourg B 77.721.

EXTRAIT

Nous vous demandons de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de l'administrateur suivant:

Monsieur Marc FRANCOIS, administrateur unique, demeurant désormais à L-8415 STEINFORT, rue du Pinson 1.

Pour extrait sincère et conforme

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2016077964/12.

(160043518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Solo Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 194.354.

Par résolution signée en date du 09.03.2016, l'associé a pris suivantes:

1. Nomination de Diana Darbinian, avec address professionnelle au 31, Rue du Chateau, 6961, Senningen, Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiate et pour une durée indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09.03.2016.

Référence de publication: 2016077468/12.

(160042179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Eudial S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 71.032.

Mesdames et Messieurs les obligataires de la SCA EUDIAL sont conviés à assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE OBLIGATAIRE

qui se tiendra le lundi 30 mai 2016 à 14 h dans le " Business Center Massen ", Op der Haart 24 (1er étage, à côté du restaurant El Toro) à L-9999 Wemperhardt. Toutes les lignes obligataires émises ou gérées par la société sont concernées.

Ordre du jour:

1. Constitution du Bureau ;
2. Rapport de l'associé commandité gérant ;
3. Election d'un représentant de chaque masse obligataire existante et fixation de ses pouvoirs, soit :
 - (i) Exécuter les décisions prises par l'assemblée générale des obligataires;
 - (ii) Représenter les obligataires à l'assemblée générale extraordinaire notariée qui actera la substitution des obligations par des actions de la société, sous réserve du vote de la résolution à prendre au point 4
4. Substitution des obligations par des actions de la société, dans les conditions et selon les modalités décrites dans le rapport du gérant et sous réserve de l'approbation dans les 3 mois par l'assemblée générale des actionnaires de la société, de la transformation de l'ensemble des obligations en circulation en actions de catégorie D selon un ratio de 2,5032 de manière à ce qu'au terme des opérations, l'ensemble des Obligations existantes ou échues soient transformées en 25.000 actions d'EUDIAL SA;
5. Information quant à la tenue d'assemblées générales ordinaire et extraordinaire des actionnaires le 15 juin 2016.

Les détenteurs d'obligations au porteur et leurs mandataires devront, pour participer à l'Assemblée, se munir de leurs obligations ou du récépissé de dépôt délivré par la société.

Le rapport du Gérant, la situation comptable au 31 mars 2016 et le rapport du réviseur sont disponibles au siège de la société et via un lien internet (lien, login et mot de passe sur demande). Les questions sur les opérations ou les documents annexes doivent parvenir par écrit à la société avant le 25 mai 2016.

EUDIAL SERVICES Sàrl

Gérant

Référence de publication: 2016104592/30.

Comparfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8a, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 23.731.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 8 mars 2016:

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2018.

En date du 22 février 2016 le conseil d'administration décide de transférer le siège social au 8a, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2016077780/16.

(160043139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Piscadera Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 75.904.

—
Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le lundi, *30 mai 2016* à 16.00 hrs au siège de la société à L - 9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. . Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31.12.2014 ;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2014;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre sur base de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 ;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016104595/832/19.

Pelagus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 164.757.

—
Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

de la société PELAGUS S.A. Société Anonyme Boulevard du Prince Henri, 3A L-1724 LUXEMBOURG R.C.S. Luxembourg B 164.757 qui se tiendra extraordinairement le *30/05/2016* à 11.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2014;
- Affectation du résultat au 31.12.2014;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016104596/19.

Hottinger International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 24.050.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV HOTTINGER INTERNATIONAL FUND à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *30 mai 2016* à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015
3. Affectation des résultats
4. Rémunération des Administrateurs
5. Quitus aux Administrateurs
6. Nomination du réviseur d'entreprises agréé
7. Nominations statutaires.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter le siège social de la SICAV.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016105507/755/25.

Forum Luxembourg Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.197.000,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 172.423.

Le siège social de la société FET Global Holdings Limited, associé unique et gérant de la Société, est désormais situé au 150 Minorities, EC3N 1LS Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077878/11.

(160042975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Immo Nord SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 86.366.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le *1er juin 2016* à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2015,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016105511/833/18.

Sofair International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 89.909.

Nous avons l'honneur d'informer Messieurs, Mesdames, les actionnaires que vous êtes convoqués, le 30 mai 2016, à 9 heures, au siège social, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat,
- Examen de la situation des mandats (ratification de la cooptation administrateur),
- Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016106499/17.

International Automotive Components Group, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 113.661.

Il résulte des résolutions adoptées le 24 février 2016 par les administrateurs de la Société que:

- Monsieur Richard Brekelmans, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et né le 12 septembre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, a été coopté en tant qu'administrateur de Classe I, avec effet au 24 février 2016 et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires, en remplacement de Monsieur Johan Dejang, administrateur de Classe I, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et que

- KPMG Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été nommé réviseur d'entreprise agréé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016077952/20.

(160043727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Altralux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 115.153.

Nous avons l'honneur d'informer Messieurs, Mesdames, les actionnaires que vous êtes convoqués, le 30 mai 2016, à 11 heures, au siège social, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat,
- Examen de la situation des mandats (nomination d'un nouveau commissaire aux comptes),
- Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016106500/17.

Euraudit Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 153.612.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *27 mai 2016* à 11.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration;
2. Rapport spécial de la Présidence;
3. Rapport du commissaire aux comptes;
4. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015;
5. Affectation des résultats;
6. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
7. Nominations statutaires;
8. Rémunération du Président - Administrateur délégué;
9. Fixation de la rémunération des administrateurs;
10. Divers.

A défaut d'assister personnellement, il vous est possible d'être représenté par un autre actionnaire.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2016107324/22.

Private Estate Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 34.402.

Une liste de signatures autorisées (Délégation de Pouvoirs) de la Société en date du 11 avril 2016, a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2016.

Private Estate Life S.A.

Référence de publication: 2016099886/12.

(160070712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Immooffice S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 156.002.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société IMMOFFICE S.A. qui s'est tenue en date du 15 février 2016

Il a été décidé ce qui suit:

- après délibération, le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Nicolas Hamel en sa qualité d'Administrateur de groupe B de la Société et décide de coopter en remplacement Madame Marie-Aleth Hendessi, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2016.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

Monsieur Daniel Redon et Madame Josette Redon - Administrateurs de groupe A; Mesdames Véronique Wauthier et Marie-Aleth Hendessi et Monsieur Didier Schönberger - Administrateurs de groupe B.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016078682/20.

(160044314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Private Estate Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 34.402.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2016.

Private Estate Life S.A.

Référence de publication: 2016099887/12.

(160070714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2016.

Private Estate Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 34.402.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle de la Société tenue en date du 14 avril 2016

En date du 14 avril 2016, l'assemblée générale annuelle de la Société a pris la résolution de renouveler le mandat des personnes suivantes pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017:

- Monsieur Marc STEVENS, administrateur et délégué à la gestion journalière
- Monsieur Thierry PORTÉ, administrateur
- Monsieur Michel WOLTER, administrateur
- Monsieur Paul WOLFF, administrateur
- Deloitte Audit S.à r.l., réviseur d'entreprises agréé

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2016.

Private Estate Life S.A.

Référence de publication: 2016101353/18.

(160072071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Focused Fund, Fonds Commun de Placement.

Die Vertragsbedingungen des Fonds Focused Fund, welcher von der UBS Fund Management (Luxembourg) S.A. verwaltet vom 17. Dezember 2010 unterliegt, wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016109791/8.

(160082713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Endurance Residential Rostock S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 124.541.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 2 novembre 2015

L'actionnaire unique a décidé:

- De terminer les mandats de gérants des personnes suivantes: Monsieur Tomas Salajka, Monsieur Jiri Dederá et Monsieur Ales Vobruba.
- De nommer avec effet immédiat en tant que gérant unique Monsieur Ondrej Dvorak, né le 19 mai 1962 à Prague en République Tchèque dont l'adresse professionnelle est Hogerova 1098/15, Hlubocepy, CZ-152 00 Prague

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Mandataire

Référence de publication: 2016078547/16.

(160044262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

CRM Large Cap SIF, Fonds Commun de Placement.

La liquidation du fonds commun de placement CRM LARGE CAP SIF initiée le 29 août 2014 est désormais clôturée. Le règlement de gestion est dûment résilié.

Tous les porteurs de parts ont été payés, de sorte qu'aucun résidu n'a été versé à la Caisse de Consignation à Luxembourg.
Luxembourg, le 20 mai 2016

Conventum Asset Management

Liquidateur du FCP

Référence de publication: 2016110617/10.

ADB Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 176.823.

In the year two thousand and sixteen, on the seventeenth day of February,
Before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains,

was held

an extraordinary general meeting of shareholders of ADB Luxembourg S.A., a société anonyme, organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under Section B, number 176.823, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 23 April 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 19 June 2013, number 1451 (the "Company").

The articles of association have last been modified pursuant to a deed of the undersigned notary dated 24 March 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 5 June 2014, number 1443.

The meeting was opened at 3.15 p.m. CET with Mr Frank Stolz-Page, professionally residing in Mondorf-les-Bains, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Brigitte Wahl, professionally residing in Mondorf-les-Bains.

The meeting elected as scrutineer Mrs Karola Böhm, professionally residing in Mondorf-les-Bains.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of thirty million three hundred forty-five thousand four hundred ninety-six euro and three cents (EUR 30,345,496.03) so as to reduce it from its current amount of sixty-three million three hundred thousand euro (EUR 63,300,000) represented by (i) three billion one hundred sixty-five million (3,165,000,000) ordinary shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each and (ii) three billion one hundred sixty-five million (3,165,000,000) non-voting mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each to thirty-two million nine hundred fifty-four thousand five hundred three euro and ninety-seven cents (EUR 32,954,503.97) represented by (i) three billion one hundred sixty-five million (3,165,000,000) ordinary shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each and (ii) one hundred thirty million four hundred fifty-thousand three hundred ninety-seven (130,450,397) non-voting mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, through the cancellation of three billion thirty-four million five hundred forty-nine thousand six hundred three (3,034,549,603) mandatory redeemable preferred shares in the share capital of the Company.

2. Creation of two (2) new classes of shares: series A preference shares and the series B preference shares, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

3. Redenomination of all the one hundred thirty million four hundred fifty thousand three hundred ninety-seven (130,450,397) non-voting mandatory redeemable preferred shares of the Company into series A preference shares of the Company.

4. Increase of the share capital of the Company from its current amount of thirty-two million nine hundred fifty-four thousand five hundred three euro and ninety-seven cents (EUR 32,954,503.97) represented by (i) three billion one hundred sixty-five million (3,165,000,000) ordinary shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each and (ii) one hundred thirty million four hundred fifty-thousand three hundred ninety-seven (130,450,397) A preference shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, up to forty-nine million seven hundred twenty-four thousand nine hundred seventy-eight euro and sixty-four cents (EUR 49,724,978.64), by the issuance of eight hundred ten million (810,000,000) new ordinary shares, six hundred sixty-seven million forty-seven thousand four hundred sixty-seven (667,047,467) new A preference shares and two hundred million (200,000,000) new B preference shares, having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, against a contribution in cash.

5. Renewal of the authorised capital of the Company and authorization to the board of directors of the Company to issue ordinary shares and/or series A preference shares, to grant options to subscribe for ordinary Shares and/or series A preference shares and to issue any other instruments convertible into ordinary shares and/or series A preference shares within the limits of the authorised capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving a preferential right to subscribe to the ordinary shares and/or series A preference shares issued for the existing Shareholders.

6. Subsequent restatement of the articles of association of the Company (without amending the corporate object of the Company).

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders as the case may be and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders or the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented shareholders, initialed “ne varietur” by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

III. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the shareholders present or represented declaring that they have had due notice, have waived any convening requirements and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of thirty million three hundred forty-five thousand four hundred ninety-six euro and three cents (EUR 30,345,496.03) so as to reduce it from its current amount of sixty-three million three hundred thousand euro (EUR 63,300,000) represented by (i) three billion one hundred sixty-five million (3,165,000,000) ordinary shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each and (ii) three billion one hundred sixty-five million (3,165,000,000) non-voting mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each to thirty-two million nine hundred fifty-four thousand five hundred three euro and ninety-seven cents (EUR 32,954,503.97) represented by (i) three billion one hundred sixty-five million (3,165,000,000) ordinary shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each and (ii) one hundred thirty million four hundred fifty-thousand three hundred ninety-seven (130,450,397) non-voting mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, through the cancellation of three billion thirty-four million five hundred forty-nine thousand six hundred three (3,034,549,603) non-voting mandatory redeemable preferred shares in the share capital of the Company.

The general meeting of shareholders acknowledges that the three billion thirty-four million five hundred forty-nine thousand six hundred three (3,034,549,603) non-voting mandatory redeemable preferred shares have been redeemed by the board of directors of the Company pursuant to a redemption agreement, which has been shown to the undersigned notary.

Second resolution

The general meeting of the shareholders resolves to create two (2) new classes of shares: series A preference shares and the series B preference shares, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each. The rights of the series A preference shares and the series B preference shares will be defined in the restated articles of association as set out hereafter.

Third resolution

The general meeting of the shareholders resolves to redenominate all of the one hundred thirty million four hundred fifty thousand three hundred ninety-seven (130,450,397) non-voting mandatory redeemable preferred shares of the Company into series A preference shares of the Company by removing the possibility of the Company to redeem such shares, which is explicitly approved by the relevant shareholders.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders resolves to increase the share capital of the Company by an amount of sixteen million seven hundred seventy thousand four hundred seventy-four euro and sixty-seven cents (EU 16,770,474.67) so as to raise it from its current amount of thirty-two million nine hundred fifty-four thousand five hundred three euro and ninety-seven cents (EUR 32,954,503.97) represented by (i) three billion one hundred sixty-five million (3,165,000,000) ordinary shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each and (ii) one hundred thirty million four hundred fifty-thousand three hundred ninety-seven (130,450,397) A preference shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, up to forty-nine million seven hundred twenty-four thousand nine hundred seventy-eight euro and sixty-four cents (EUR 49,724,978.64), by the issuance of eight hundred ten million (810,000,000) new ordinary shares, six hundred sixty-seven million forty-seven thousand four hundred sixty-seven (667,047,467) new A preference shares and two hundred million (200,000,000) new B preference shares, having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

Subscription and payment

The newly issued eight hundred ten million (810,000,000) new ordinary shares, six hundred sixty-seven million forty-seven thousand four hundred sixty-seven (667,047,467) new A preference shares and two hundred million (200,000,000) new B preference shares, having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each have been fully subscribed and entirely paid-up as follows:

1. PAÏPERLEK INVESTMENTS, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 43-45 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175.387,

here represented by Mr Frank Stolz-Page, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on 17 February 2016, which will remain attached to the present deed,

subscribed for (i) seven hundred ten million (710,000,000) ordinary shares and (ii) five hundred eighty-four million six hundred ninety-five thousand nine hundred twenty-eight (584,695,928) A preference shares and paid them through a contribution in cash in the amount of twenty eight million four hundred thousand euro (EUR 28,400,000) whereof (i) an amount of seven million one hundred thousand euro (EUR 7,100,000) is allocated to the ordinary share capital of the Company, (ii) an amount of five million eight hundred forty-six thousand nine hundred fifty-nine euro and twenty-eight cents (EUR 5,846,959.28) is allocated to the preferred A shares capital and (iii) an amount of fifteen million four hundred fifty three thousand forty euro and seventy-two cents (EUR 15,453,040.72) is allocated to the preferred A share premium account of the Company.

2. ADB Safegate Co-Investment 1 S.C.A., a société en commandite par actions incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 43-45 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Mr Frank Stolz-Page, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on 17 February 2016, which will remain attached to the present deed,

subscribed for two hundred million (200,000,000) B preference shares and paid them through a contribution in cash in the amount of two million euro (EUR 2,000,000) which shall be entirely allocated to the share capital of the Company; and

3. ADB Safegate Co-Investment 2 S.C.A., a société en commandite par actions incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 43-45 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Mr Frank Stolz-Page, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on 17 February 2016, which will remain attached to the present deed,

subscribed for (i) one hundred million (100,000,000) ordinary shares and (ii) eighty-two million three hundred fifty-one thousand five hundred thirty-nine (82,351,539) A preference shares and paid them through a contribution in cash in the amount of four million euro (EUR 4,000,000) whereof (i) an amount of one million euro (EUR 1,000,000) is allocated to the ordinary share capital of the Company, (ii) an amount of eight hundred twenty-three thousand five hundred fifteen euro and thirty-nine cents (EUR 823,515.39) is allocated to the preferred A shares capital and (iii) an amount of two million one hundred seventy-six thousand four hundred eighty-four euro and sixty-one cents (EUR 2,176,484.61) is allocated to the preferred A share premium account of the Company.

ADB Safegate Co-Investment 1 S.C.A. and ADB Safegate Co-Investment 2 S.C.A. now join the general meeting of shareholders.

Fifth resolution

The general meeting of shareholders acknowledges the report of the board of directors on the authorized share capital and the limitation or suppression of the preferential subscription rights in accordance with article 32-3 (5) of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended and resolves to renew the authorised capital, excluding the share capital, which is set at eight million Euro (EUR 8,000,000), represented by seven hundred twenty million (720,000,000) ordinary shares and (ii) one hundred fifty million (150,000,000) series A preference shares, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each and to authorise the board of directors, during a period of time of five (5) years from the date of the present extraordinary general meeting of the Company, to issue ordinary shares and/or series A preference shares, to grant options to subscribe for ordinary shares and/or series A preference shares and to issue any other instruments convertible into ordinary shares and/or series A preference shares within the limits of the authorised capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving a preferential right to subscribe to the ordinary shares and/or series A preference shares issued for the existing shareholders.

Sixth resolution

The general meeting of shareholders resolves to fully restate the article of association of the Company, without amending the corporate object of the Company, so that they shall henceforth read as follows:

“A. Name - Purpose - Duration - Registered Office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a public limited company (société anonyme) under the name “ADB Luxembourg S.A.” (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1. The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, public offering, exchange or otherwise.

2.2. The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3. The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4. The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2. It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2. Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.4. In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share Capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1. The Company's share capital is set at forty-nine million seven hundred twenty-four thousand nine hundred seventy-eight euro and sixty-four cents (EUR 49,724,978.64), represented by (i) three billion nine hundred seventy-five million (3,975,000,000) ordinary shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the Ordinary Shares), (ii) seven hundred ninety-seven million four hundred ninety-seven thousand eight hundred sixty-four (797,497,864) series A preference shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the Series A Preference Shares) and (iii) two hundred million (200,000,000) series B preference shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the Series B Preference Shares, together with the Series A Preference Shares and the Ordinary Shares, hereinafter collectively referred to as the Shares). Each holder of Ordinary Shares is hereinafter referred to as an Ordinary Shareholder, each holder of Series A Preference Shares is hereinafter referred to as a Series A Preference Shares Holder, each holder of Series B Preference Shares is hereinafter referred to as a Series B Preference Shares Holder and Series A Preference Shares Holders, Series B Preference Shares Holders and Ordinary Shareholders are hereinafter collectively referred to as Shareholders.

5.2. Any share premium paid in relation with Series A Preference Shares shall be booked in a Series A Preference Shares premium account (the Series A Preference Shares Premium Account), and the Company shall book in such account, in the currency in which they are effectively paid, the amount or value of any additional capital surplus contributed by the Series A Preference Shares Holders to the Company and of any amount allocated to such Series A Preference Shares Premium Account in accordance with these articles of association.

5.3. Any share premium paid in relation with Series B Preference Shares shall be booked in a Series B Preference Shares premium account (the Series B Preference Shares Premium Account), and the Company shall book in such account, in the currency in which they are effectively paid, the amount or value of any additional capital surplus contributed by the Series B Preference Shares Holders to the Company and of any amount allocated to such Series B Preference Shares Premium Account in accordance with these articles of association.

5.4. Any share premium paid in relation with Ordinary Shares shall be booked in an Ordinary Share premium account (the Ordinary Shares Premium Account), and the Company shall book in such account, in the currency in which they are

effectively paid, the amount or value of any additional capital surplus contributed by the Ordinary Shareholders to the Company and of any amount allocated to such Ordinary Shares Premium Account in accordance with these articles of association.

5.5. The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association or as set out in article 6 hereof.

5.6. Any new Shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing Shareholders. In case of plurality of Shareholders, such Shares shall be offered to the Shareholders in proportion to the number of Shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the Shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of Shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing Shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.7. The Company may redeem its own Shares subject to the provisions of the Law.

Art. 6. Authorised capital.

6.1. The authorised capital, excluding the share capital, is set at eight million seven hundred thousand Euro (EUR 8,700,000) excluding the share capital, represented by seven hundred and twenty million (720,000,000) Ordinary Shares and (ii) one hundred fifty million (150,000,000) Series A Preference Shares, each with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each. During a period of time of five (5) years from the date of the minutes of the extraordinary general meeting of the Company held on 17 March 2016, the board of directors is hereby authorised to issue Ordinary Shares and/or Series A Preference Shares, to grant options to subscribe for Ordinary Shares and/or Series A Preference Shares and to issue any other instruments convertible into Ordinary Shares and/or Series A Preference Shares within the limits of the authorised capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving a preferential right to subscribe to the Ordinary Shares and/or Series A Preference Shares issued for the existing Shareholders. Such authorisation may be renewed through a resolution of the general meeting of the Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five (5) years. Any Series A Preference Shares issued pursuant to this authorised share capital shall have exactly the same financial and political rights as the original Series A Preference Shares then outstanding, including, for the avoidance of doubt, an entitlement to the Series A Preference Shares Dividend as if they had been issued at the same date as the original Series A Preference Shares.

6.2. The authorised capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for amendments of these articles of association.

Art. 7. Shares.

7.1. The Company's share capital is divided into Shares, each of them having the same nominal value.

7.2. The Shares of the Company are in registered form.

7.3. The Company may have one or several Shareholders.

7.4. Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the Shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 8. Register of Shares - Transfer of Shares.

8.1. A register of Shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any Shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of Shares is established by registration in said Share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant Shareholder.

8.2. The Shares are indivisible and the Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until such representative has been appointed.

8.3. The Shares are transferrable only in accordance with the terms of any Shareholders' agreement as may from time to time be in effect between the shareholders and the Company.

8.4. Any transfer of Shares shall become effective towards the Company and third parties either (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of Shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

C. General meetings of Shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of Shareholders.

9.1. The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of Shareholders. Any regularly constituted general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The general meeting of Shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

9.2. If the Company has only one Shareholder, any reference made herein to the “general meeting of Shareholders” shall be construed as a reference to the “sole Shareholder”, depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of Shareholders shall be exercised by the sole Shareholder.

Art. 10. Convening of general meetings of Shareholders.

10.1. The general meeting of Shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or, as the case may be, by the statutory auditor(s).

10.2. It must be convened by the board of directors or the statutory auditor(s) upon written request of one or several Shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of Shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

10.3. The convening notice for every general meeting of Shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered Shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only and shall be dispatched to each Shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

10.4. If all of the Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. Conduct of general meetings of Shareholders.

11.1. The annual general meeting of Shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the second Monday of the month of April at 10:00 am CET. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

11.2. A board of the meeting shall be formed at any general meeting of Shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer who need neither be Shareholders nor members of the board of directors. If all the Shareholders present at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the Shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the “board of the meeting” shall in such case be construed as a reference to the “chairman and secretary” or, as the case may be, to the “single person who assumes the role of the board”, depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of Shareholders.

11.3. An attendance list must be kept at all general meetings of Shareholders.

11.4. A Shareholder may act at any general meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all Shareholders.

11.5. Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

11.6. Each Shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the Shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour thereof, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.

11.7. Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

Art. 12. Quorum and vote.

12.1. Each Ordinary Share entitles to one vote in general meetings of Shareholders.

12.2. The Series A Preference Shares and Series B Preference Shares are non-voting shares in accordance with articles 44 to 47 of the Law. Each Series A Preference Share or Series B Preference Share entitles the holder thereof to one vote on all specific matters upon which holders of non-voting preferred shares have the right to vote in accordance with article 46 of the Law.

12.3. Resolutions of the Shareholders are adopted at general meetings of the Shareholders in accordance with the Law and for the avoidance of doubt, the Series A Preference Shares Holders and Series B Preference Shares Holders will only be authorized to vote, and the general meeting of the Shareholders will then be composed of the Ordinary Shareholders, the Series A Preference Shares Holders and the Series B Preference Shares Holders, in respect of the resolutions contained in article 46 of the Law. The general meeting of the Shareholders has the broadest powers to adopt and ratify all acts and operations consistent with the corporate object.

12.4. Except as otherwise required by the Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of Shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 13. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 14. Change of nationality. The Shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 15. Adjournment of general meeting of Shareholders. Subject to the provisions of the Law, the board of directors may adjourn any general meeting of Shareholders being in progress for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of Shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of Shareholders shall be cancelled.

Art. 16. Minutes of general meetings of Shareholders.

16.1. The board of any general meeting of Shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any Shareholder upon its request.

16.2. Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members.

D. Management

Art. 17. Composition and powers of the board of directors.

17.1. The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members and a maximum of six (6) members who shall be divided among class A directors and class B directors. As long as Païperlek Investments, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B175387 (or any of its rightful successors) is a shareholder of the Company, four class B directors shall be appointed from among persons designated by Païperlek Investements (or by any of its rightful successors). In such case, two class A directors shall be appointed from among persons designated by the other shareholders. A reference in the present articles of association to "director(s)" without any specification shall be a reference to "class A director(s)" and "class B director(s)" indistinctively and as the context requires. However, where the Company has been incorporated by a single Shareholder or where it appears at a Shareholders' meeting that all the Shares issued by the Company are held by a sole Shareholder, the Company may be managed by a sole director until the next general meeting of Shareholders following the increase of the number of Shareholders. In such case, to the extent applicable and where the term "sole director" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of directors" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole director".

17.2. The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of Shareholders.

Art. 18. Daily management.

18.1. The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management shall, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to the chairman of the board of directors and to one or more directors, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors, where the daily management powers of the chairman of the board of directors shall comprise all matters other than Reserved Matters (as defined below).

18.2. The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 19. Appointment, removal and term of office of directors.

19.1. The directors shall be appointed by the general meeting of Shareholders. Except as may otherwise be determined by the board of directors, the directors shall not be entitled to any remuneration.

19.2. The term of office of a director may not exceed six (6) years and each director shall hold office until a successor is appointed. Directors may be re-appointed for successive terms.

19.3. Each director is appointed by the general meeting of Shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

19.4. Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of Shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

19.5. If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a private individual as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

19.6. The board of directors may create committees. The Company shall at all times have at least a remuneration committee and an audit committee.

Art. 20. Vacancy in the office of a director.

20.1. In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of Shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

20.2. In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of Shareholders.

Art. 21. Convening meetings of the board of directors.

21.1. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any two directors, jointly. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting at least four times a year.

21.2. Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

21.3. No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 22. Conduct of meetings of the board of directors.

22.1. The board of directors shall elect among the class A directors a chairman who shall also be the chief executive officer of the Company and its subsidiaries. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

22.2. The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting. The chairman shall not have a casting vote.

22.3. Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

22.4. Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

22.5. The board of directors can deliberate or act validly only if at least three of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

22.6. For the purpose of the present articles of association, "Reserved Matters" shall mean:

- approval of the annual budget (including the investment/capital expenditures and the strategic plan) and any material change of it;
- closing of the annual stand-alone and consolidated accounts of the Company and distribution of dividends and other reserves by the Company or any of its subsidiaries;
- any decision (investment or other undertaking) out of the ordinary course of business or outside the annual budget with a financial impact exceeding EUR 300,000;
- any acquisition or transfer of interests in businesses, joint ventures, subsidiaries;
- issuance of securities giving access immediately or in the future to the share capital of the Company or its subsidiaries, and amendments to the terms and conditions of the existing securities giving direct or indirect access to the share capital of the Company;

- execution, amendment or termination of any material agreement outside the ordinary course of business (amount exceeding EUR 300,000);
- any borrowing (including by way of bonds) not included in the budget and above an amount of EUR 300,000 per operation, any change to the existing finance documents and any early repayment with respect to the finance documents;
- any decision relating to a departure of any employee, officer, director or board member who is a shareholder of ADB Co-Investment S.C., ADB Safegate Co- Investment 1 S.C.A. and/or ADB Safegate Co-Investment 2 S.C.A.;
- decisions relating to the general remuneration policy (including in respect of bonuses) of the employees and directors of the Company or its subsidiaries;
- any grant of loans, securities or guarantees by any of the Company or its subsidiaries for an amount above EUR 300,000 per operation, to the exception of the guarantees given within the ordinary course of business to tax or custom administrations or clients not exceeding EUR 2,000,000;
- any (as regards the Company proposal for any) merger, division, conversion into another form of company, voluntary winding up, dissolution or liquidation of the Company or its subsidiaries;
- any (as regards the Company proposal for any) amendments made to the bylaws or internal rules of the Company or its subsidiaries;
- any (as regards the Company proposal for any) change of the accounts closing date, change or confirmation of the statutory auditors or change of the accounting principles of Company or its subsidiaries;
- the implementation of any stock option, company savings, contribution, profit-sharing scheme or other employees' related agreement for the employees and company officers and grant of options or other rights under or any modification of such schemes except as a result of a legal obligation;
- appointment, dismissal or replacement of any employee, officer, director or board member who is a shareholder of ADB Co-Investment S.C., ADB Safegate Co- Investment 1 S.C.A. and/or ADB Safegate Co-Investment 2 S.C.A. or, in general, any employee, officer, director or board member with annual compensation exceeding €125 000 in total (including bonuses but excluding employer's social charges);
- any action which would constitute a default or a breach under any finance documents to which the Company or any of its subsidiaries would be party or which would require an amendment of such finance documents or a prior authorization thereunder, and more generally any decision requiring the prior authorization of the financial institutions parties to any such finance documents;
- execution, amendment or termination of related party agreements;
- any significant change in the activity of ADB Belgium N.V. or any of its subsidiaries, including (i) the termination or launch by ADB Belgium N.V. or any of its subsidiaries of a product/service line within the Company or its subsidiaries, or (ii) the modification by ADB Belgium N.V. or any of its subsidiaries of a product/service line within the Company or its subsidiaries to the extent such modification has a significant impact on the activity of ADB Belgium N.V. or any of its subsidiaries;
- the commencement and management of any judicial, regulatory or arbitration proceedings of any kind, or the conclusion of any settlement agreement to which the Company or any of its subsidiaries is a party as defendant or plaintiff, and in which the amount of the claim exceeds EUR 300,000;
- any decision to list or relating to the listing of securities giving direct or indirect access to the share capital of the Company or any of its subsidiaries;
- any compensation granted to any member of the board of directors of the Company or any of its subsidiaries.
- any decision required for an exit process as such term may be defined in any Shareholders' agreement as may from time to time be in effect between the shareholders and the Company.

Decisions on Reserved Matters may only be taken with the affirmative approval of a majority of the directors including at least two (2) class B directors, present or represented at a duly convened meeting of the board of directors. Decisions on matters other than Reserved Matters shall be taken with the affirmative approval of a majority of the directors present or represented at a duly convened meeting of the board of directors.

The Company and the shareholders may enter from time to time into contractual agreements pursuant to which certain decisions shall mandatorily require the approval of the board of directors.

22.7. Save as otherwise provided by the Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of Shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

22.8. Where the Company comprises a single director, transactions made between the Company and the director having an interest conflicting with that of the Company is only mentioned in the resolution of the sole director.

22.9. The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors or the sole director relates to current operations entered into under normal conditions.

22.10. The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 23. Minutes of the meeting of the board of directors - Minutes of the decisions of the sole director.

23.1. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by any two (2) directors. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

23.2. Decisions of the sole director shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole director.

Art. 24. Dealing with third parties.

24.1. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the signature of the sole director, or, if the Company has several directors, by the joint signature of any two (2) directors or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

24.2. Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 25. Auditor(s).

25.1. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)). The general meeting of Shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office, which may not exceed six (6) years.

25.2. A statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of Shareholders.

25.3. The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

25.4. If the general meeting of Shareholders of the Company appoints one or more approved auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

25.5. An approved auditor may only be removed by the general meeting of Shareholders with cause or with his approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of Profits - Interim Dividends

Art. 26. Financial year.

26.1. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty first of December of the same year.

26.2. When preparing the balance sheet and the profit and loss accounts at the end of the financial year, the board of directors shall book (i) a provision equal to the amount of the Series A Preference Shares Dividend due to the Series A Preference Shares Holders for the relevant financial year as determined in these articles of association and, to the extent relevant, (ii) a provision equal to the amount of the Series B Preference Shares Dividend due to the Series B Preference Shares Holders for the relevant financial year as determined in these articles of association. Such provision will be at the disposal of the annual general meeting of the Shareholders.

Art. 27. Annual accounts and allocation of profits.

27.1. At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

27.2. For each financial year, the credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, such as approved by the general meeting of the Shareholders, represents the annual net profits of the Company.

27.3. Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

27.4. The remaining profits after allocation to the legal reserve, calculated in accordance with Luxembourg GAAP, represent the Available Profits and may be distributed by the general meeting of Shareholders of the Company as set forth under the present article below, as applicable.

27.5. Sums contributed to a reserve of the Company by a Shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing Shareholder agrees to such allocation.

27.6. In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

27.7. Each financial year, out of the Available Profits, each Series A Preference Shares Holder is entitled to a dividend per Series A Preference Shares (the Series A Preference Shares Dividend) of 7.585 % of (a) the nominal value or par value of each Series A Preference Shares plus (b) the amount of the Series A Preference Shares Premium Account divided by the number of Series A Preference Shares in issue plus (c) any unpaid Series A Preference Shares Dividend of previous years plus (d) any other Series A Preference Shares reserve as may be declared by the board of directors.

27.8. As applicable and should the Available Profits be sufficient to distribute the Series A Preference Shares Dividend, in whole or in part, and the general meeting of the Shareholders makes no distribution resolution with respect to the Series A Preference Shares Dividend, then the aggregate amount of the Series A Preference Shares Dividends that should have been distributed to the Series A Preference Shares holders as provisioned by the board of directors pursuant to article 26.2, shall be automatically allocated to a distributable reserve booked in a Series A Preference Shares reserve account (the Series A Preference Shares Reserve Account).

27.9. From (and including) the financial year during which an Exit or a liquidation of the Company occurs, out of the Available Profits, and subject to the payment of the Series A Preference Shares Dividend, each Series B Preference Shares Holder is entitled to a dividend per Series B Preference Shares until full payment of a preferred dividend in the amount of "R", as defined in Article 30 (the Series B Preference Shares Dividend)

27.10. Each of the Series A Preference Shares Dividend and the Series B Preference Shares Dividend is cumulative and recoverable, which means that Series A Preference Shares Holders and Series B Preference Shares Holders shall respectively, during posterior financial years, recover the Series A Preference Shares Dividend or the Series B Preference Shares Dividend, as relevant, that they could not receive during the foregoing financial years during which there was no realized nor distributed Available Profits.

27.11. Therefore, should the result of a financial year not allow to fully pay the Series A Preference Shares Dividend and/or the Series B Preference Shares Dividend or should the general meeting of the Shareholders not decide to pay a dividend despite the existence of Available Profits, the unpaid fraction of the privileged dividend of a certain year shall be paid during subsequent years, without prejudice to other rights reserved to each of the Series A Preference Shares and the Series B Preference Shares in such hypothesis. The recovery of the Series A Preference Shares Dividend and of the Series B Preference Shares Dividend is not limited in time. However, the Series A Preference Shares and the Series B Preference Shares do not give right to an additional payment of an ordinary dividend.

27.12. Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of Shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association. In particular, after distribution or allocation of the Series A Preference Shares Dividends and of the Series B Preference Shares Dividends, as applicable, the remainder of the Available Profits (that is, the Available Profits less the aggregate Series A Preference Shares Dividends and Series B Preference Shares Dividends) may be distributed to the holders of the Ordinary Shares.

Art. 28. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

28.1. The board of directors may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law.

28.2. Any Share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the Shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation.

29.1. In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of Shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

29.2. After payment of all third party debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, each Series A Preference Shares Holder will have a preferential right to payment and be entitled to the payment in cash in an aggregate amount equal to the nominal value of the Series A Preference Shares plus the Series A Preference Shares Premium Account and any accrued but unpaid dividends with respect to the Series A Preference Shares (the "Series A Preference Shares Liquidation Proceeds").

29.3. If the Company cannot pay such amounts in full to all the Series A Preference Shares Holders, payment will be made on a pro rata basis to each Series A Preference Shares Holder.

29.4. Once all debts, charges and liquidation expenses have been met, and subject to the payment of the Series A Preference Shares Liquidation Proceeds, each Series B Preference Share is entitled to the priority payment of an amount equal to "R", as defined in Annex 1 hereto, subject to the payment of the Series A Preference Shares Dividend.

29.5. The Series A Preference Shares Holders and the Series B Preference Shares Holders being granted the full payment of any amount due to them shall not participate to the sharing out of the liquidation proceeds eventually existing thereafter, these liquidation proceeds being reserved to the Ordinary Shareholders.

H. Determination of "R"

Art. 30. Computation of "R". "R" means the following amount:

(Project IRR Amount + Project CoC Multiple Amount)

N

provided, however, that if the sum of the Project IRR Amount and the Project CoC Multiple Amount shall exceed an amount equal to 8% of the excess of (x) the Cash flows Received over (y) the Cash flows Paid, then such sum shall be deemed to be an amount equal to 8% of the excess of (x) the Cash flows Received over (y) the Cash flows Paid.

where:

"Applicable Costs" means any costs or expenses incurred or paid by (x) the Principal Securityholder, any Manco, the Company, any Intermediate Holding Company or any other Group Company in connection with the relevant Exit, including the liquidation of the Company or any Intermediate Holding Company and the distribution of the proceeds thereof or (y) the Principal Securityholder or its shareholders from and after the Initial Date in connection with (i) the acquisition of (a) the ADB Airfield Solutions group of companies, or (b) the Safegate group of companies, (ii) the operations of the Principal Securityholder and its Subsidiaries, (iii) the operations of any Manco, or (iv) the liquidation of the Principal Securityholder or of any Manco and the distribution of the proceeds thereof.

"ADB Belgium" means ADB Belgium N.V., a company (société anonyme) incorporated under the laws of Belgium and having its registered office at Leuvensesteenweg 585 - 1930 Zaventem, Belgium and a Subsidiary of the Company.

"Cash flows Paid" means the amounts (including the applicable subscription or acquisition price) paid by the Investors for financial interests in the Principal Securityholder (whether or not used by the Principal Securityholder to subscribe for financial interests in the Company), any Manco (whether or not used by such Manco to subscribe for financial interests in the Company), the Company or any Intermediate Holding Company at any time until the Exit Date (including such date).

"Cash flows Received" means the amounts received by the Investors, (i) from the Principal Securityholder, any Manco, the Company or any Intermediate Holding Company, including by way of loan repayment, interest payment, dividend payment, consulting or monitoring fees (but excluding, for the avoidance of doubt, monitoring expenses and the transaction fee referenced in Section 10.8 of the Securityholders Agreement), or (ii) as a result of the disposal of financial interests in the Principal Securityholder, any Manco, the Company or any Intermediate Holding Company, reduced by any Applicable Costs.

"Change of Control" means as a result of a transaction or a series of transactions, the Principal Securityholder shall cease to hold, directly or indirectly, more than 50% of the share capital and voting rights of (x) the Company, or (y) ADB Belgium.

"Eligible Stock Exchange" means a regulated market (as such term is defined in European Directive 2004/39/CE) for equity securities.

"Entity" means any company, partnership (limited or general) or other organization, enterprise or entity (whether or not vested with all the attributes of a legal entity).

"Exit" means the first to occur of (a) a Sale, and (b) an IPO.

"Exit Date" means the date of occurrence of an Exit.

"financial interests" when used with respect to an Entity, means shares or other securities issued by such Entity or loans or other financial contributions made to such Entity.

"Group Companies" means the Company and its Subsidiaries.

"Initial Date" means May 16, 2013.

"Intermediate Holding Company" means (x) ADB Belgium, and (y) any other special purpose vehicle controlled directly or indirectly by the Company which controls directly or indirectly ADB Belgium.

"Investors" means all investors (other than the Principal Securityholder, any Manco, the Company and any Intermediate Holding Company) holding financial interests in the Principal Securityholder, any Manco, the Company or any Intermediate Holding Company.

"IPO" means any listing of the shares of the Company or of ADB Belgium on an Eligible Stock Exchange at the initiative of such issuer.

"Manco" means any of (i) ADB Co-Investment S.C., a Luxembourg société civile, (ii) ADB Safegate Co-Investment 1 S.C.A., a Luxembourg société en commandite par actions (iii) ADB Safegate Co-Investment 2 S.C.A., a Luxembourg société en commandite par actions, and (iv) any other Entity organized (with the Approval of the Principal Securityholder) for the purpose of permitting members of management of the Group Companies to invest indirectly in securities issued by the Company.

"N" means, at the time of determination of R, the number of issued Series B Preference Shares.

"Person" means any natural person or Entity.

"Principal Securityholder" means Païperlek Investments or any assignee or successor thereof.

"Project CoC Multiple" is the quotient of (x) the Cash flows Received, by (y) the Cash flows Paid.

"Project CoC Multiple Amount" is, by reference to the table set forth in Article 32.2, the Project CoC Multiple Amount set forth in such table for a given Project CoC Multiple, provided that (i) if the Project CoC Multiple shall be between two

Project CoC Multiple Amounts set forth in such table, the Project CoC Multiple Amount shall be determined by linear interpolation, and (ii) if the actual Project CoC Multiple exceeds the highest Project CoC Multiple set forth in such table, the Project CoC Multiple Amount shall be deemed to be equal to the Project CoC Multiple Amount set forth opposite such highest Project CoC Multiple and (iii) if the actual Project CoC Multiple is lower than the lowest Project CoC Multiple set forth in such table, the Project CoC Multiple Amount shall be deemed to be equal to Zero.

"Project IRR" is the annual internal rate of return of the Investors calculated at the date when the Investors should receive the last Cash flows Received from the Exit. The Project IRR is equal to the discount rate which annuls the sum of the Investors' discounted cash flows according to their date, calculated in accordance with the following formula:

<ATT FORMULE>

where:

Fi corresponds to the Cash flows Paid (which shall be expressed as a negative amount) or the Cash flows Received (which shall be expressed as a positive amount),

i is equal, for each Cash flow Paid or Cash flow Received, to the number of days elapsed from the Initial Date until the date when such Cash flow Paid is paid by the Investor or such Cash flow Received is received by the Investor, and

n is equal to the number of days elapsed from the Initial Date until the last date when a Cash flow Received is received.

"Project IRR Amount" is, by reference to the table set forth in Article 32.1, the Project IRR Amount set forth in such table for a given Project IRR, provided that (i) if the Project IRR shall be between two Project IRR Amounts set forth in such table, the Project IRR Amount shall be determined by linear interpolation, and (ii) if the actual Project IRR exceeds the highest Project IRR set forth in such table, the Project IRR Amount shall be deemed to be equal to the Project IRR Amount set forth opposite such highest Project IRR. and (iii) if the actual Project IRR is lower than the lowest Project IRR set forth in such table, the Project IRR Amount shall be deemed to be equal to Zero

"Sale" means the sale or exchange (including by way of merger, contribution or any similar transaction) to or with a third party of shares or other securities issued by the Company or ADB Belgium which results in a Change of Control.

"Securityholders Agreement" means any securityholders agreement entered into among the Principal Securityholder and the other holders of securities issued by the Company, in relation to, and in the presence of, the Company, as the same may be amended, supplemented or otherwise modified from time to time.

"Subsidiary" means, with respect to any Person, (i) any company of which shares having ordinary voting power to elect a majority of the board of directors or other Persons performing a similar function are at the time owned, or the management of which is otherwise controlled, directly or indirectly through one or more intermediaries, or both, by such Person, and (ii) any partnership, association, joint venture or other Person (a) the sole general partner(s) or the managing general partner of which is such Person or a Subsidiary of such Person, or (b) in which such Person or one or more Subsidiaries of such Person has more than a 50% economic interest at the time; for such purposes, the term "control" (including the verb "to control" and the terms "controlling", "controlled by" and "under common control with") means the possession, direct or indirect, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of a Person, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise; in such regard, (x) a limited partnership shall be deemed to be controlled by its general partner(s) and (y) a "fonds commun de placement" shall be deemed controlled by its "société de gestion".

Art. 31. Certain Determinations.

31.1. Sale or IPO of the Company.

In the case of a Sale resulting in a Change of Control of the Company not representing a sale of all the outstanding securities of the Company, the Cash flows Received shall be calculated as if all the outstanding securities of the Company had been sold or exchanged at a price equal to (or consistent with) the price at which the shares and other securities of the Company were sold or exchanged. The value of all the shares and other securities of a company calculated (in the manner described in this paragraph) from the consideration received for the sale or exchange of some of the shares or other securities of such company is hereinafter referred to as the "100% Value" of such company based on the consideration received in connection with the Change of Control.

In the case of an IPO of the Company, the Cash flows Received shall be calculated (x) taking into the account the number of shares held by the Investors in the Company which were actually sold by the Investors in the IPO and the actual price per share received by the Investors in the IPO for such shares (the "IPO Share Price"), and (y) as if the balance of the shares held by the Investors in the Company were sold at the IPO Share Price on the date of expiration of any "lock-up" or similar arrangements applicable to the Investors in the context of the IPO.

31.2. Sale or IPO of an Intermediate Holding Company.

In the case of a Sale resulting in a Change of Control of an Intermediate Holding Company (the "Sold Intermediate Holding Company"), the Cash flows Received shall be calculated as if:

(i) in the event such sale does not represent a sale of all the outstanding securities of the Sold Intermediate Holding Company, all the outstanding securities of the Intermediate Holding Company had been sold or exchanged at a price equal to the 100% Value of the Sold Intermediate Holding Company and

(ii) the Company (and any other Intermediate Holding Company controlling the Sold Intermediate Holding Company) had been liquidated and on the basis of the proceeds of such liquidation, after payment of all debts;

In the case of an IPO of an Intermediate Holding Company (the "Listed Intermediate Holding Company"), the Cash flows Received shall be calculated;

(i) taking into the account the number of shares held by the Company (or another Intermediate Holding Company) in the Listed Intermediate Holding Company which were actually sold by the Company (or such other Intermediate Holding Company) in the IPO and the actual price per share received by the Company (or such other Intermediate Holding Company) in the IPO for such shares (the "IPO Share Price"), and (y) as if the balance of the shares held by the Company (or such other Intermediate Holding Company) in the Listed Intermediate Holding Company were sold at the IPO Share Price on the date of expiration of any "lock-up" or similar arrangements applicable to the Company (or such other Intermediate Holding Company) in the context of the IPO; and

(ii) as if the Company (and any other Intermediate Holding Company controlling the Listed Intermediate Holding Company) had been liquidated and on the basis of the proceeds of such liquidation, after payment of all debts.

Art. 32. Tables.

32.1 Project IRR Amount

Project IRR	14.6%	19.6%	23.9%	27.6%	30.9%	33.9%	36.6%	55.7%
Project IRR Amount	3.0m€	8.0m€	12.0m€	16.0m€	20.0m€	23.0m€	26.0m€	52.0m€

32.2 Project CoC Multiple Amount

Project CoC Multiple	2.0x	2.5x	3.0x	3.5x	4.0x	4.5x	5.0x	10.0x
Project Coc Multiple Amount	3.0m€	8.0m€	12.0m€	16.0m€	20.0m€	23.0m€	26.0m€	52.0m€

I. Governing law

Art. 33. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law."

There being no further business, the meeting is closed at 3.45 p.m..

Whereof this deed is drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxyholder of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing parties known to the notary, such proxyholder signed together with the notary this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le dix-sept février,

Par devant Maître Loesch, notaire, de résidence à Mondorf-les-Bains,

s'est déroulée

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ADB Luxembourg S.A., une société anonyme existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 43-45 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176.823, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 23 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 19 juin 2013, numéro 1451 (ci-après la «Société»).

Les statuts ont été amendés suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 24 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 5 juin 2014, numéro 1143.

L'assemblée est ouverte à 15.15 HEC sous la présidence de Monsieur Frank Stolz-Page, résidant professionnellement à Mondorf-les-Bains,

lequel désigne comme secrétaire Madame Brigitte Wahl, résidant professionnellement à Mondorf-les-Bains.

L'assemblée a élu Madame Karola böhm, résidant professionnellement à Mondorf-les-Bains, comme scrutateur.

L'assemblée étant ainsi constituée, le président a déclaré et prié le notaire instrumentant d'acter:

I- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de trente millions trois cent quarante-cinq mille quatre cent quatre-vingt-seize euros et trois centimes (EUR 30.345.496,03) de manière à réduire celui-ci de son montant actuel de soixante-trois millions trois cent mille euros (EUR 63.300.000), représenté par (i) trois milliards cent soixante-cinq millions (3.165.000.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune et (ii) trois milliards

cent soixante-cinq millions (3.165.000.000) actions préférentielles à rachat obligatoire sans droit de vote ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, à un montant de trente-deux million neuf cent cinquante-quatre mille cinq cent trois euros et quatre-vingt-dix-sept centimes (EUR 32.954.503,97), représenté par (i) trois milliards cent soixante-cinq millions (3.165.000.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune et (ii) cent trente millions quatre cent cinquante mille trois cent quatre-vingt-dix-sept (130.450.397) actions préférentielles à rachat obligatoire sans droit de vote ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, par l'annulation de trois milliards trente-quatre millions cinq cent quarante-neuf mille six cent trois (3.034.549.603) actions préférentielles à rachat obligatoire sans droit de vote.

2. Création de deux (2) nouvelles catégories d'actions: les actions préférentielles de catégorie A et les actions préférentielles de catégorie B, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune.

3. Redénomination de toutes les cent trente millions quatre cent cinquante mille trois cent quatre-vingt-dix-sept (130.450.397) actions préférentielles à rachat obligatoire sans droit de vote en actions préférentielles de catégorie A de la Société.

4. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de trente-deux million neuf cent cinquante-quatre mille cinq cent trois euros et quatre-vingt-dix-sept centimes (EUR 32.954.503,97), représenté par (i) trois milliards cent soixante-cinq millions (3.165.000.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune et (ii) cent trente millions quatre cent cinquante mille trois cent quatre-vingt-dix-sept (130.450.397) actions préférentielles de catégorie A ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, à un montant de quarante-neuf millions sept cent vingt-quatre mille neuf cent soixante-dix-huit euros et soixante-quatre centimes (EUR 49.724.978,64), par l'émission de huit cent dix millions (810.000.000) de nouvelles actions ordinaires, de six cent soixante-sept millions quarante-sept mille quatre cent soixante-sept (667.047.467) nouvelles actions préférentielles de catégorie A et deux cent millions (200.000.000) nouvelles actions préférentielles de catégorie B, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, contre un apport en numéraire.

5. Renouvellement du capital autorisé de la Société et autorisation au conseil d'administration de la Société d'émettre des actions ordinaires et/ou des actions préférentielles de catégorie A, d'accorder des options de souscrire à des actions ordinaires et/ou actions préférentielles de catégorie A et d'émettre tous autres instruments convertibles en actions ordinaires et/ou actions préférentielles de catégorie A endéans les limites du capital autorisé aux personnes et dans les conditions qu'il juge acceptables et spécifiquement de procéder à l'émission sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription au titre des actions ordinaires et/ou actions préférentielles de catégorie A.

6. Refonte subséquente des statuts de la Société (sans modifier l'objet social de la Société).

II- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés le cas échéant, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents ou les mandataires des actionnaires ainsi que les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur, par les personnes comparantes resteront attachées à cet acte.

III- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués, ayant renoncé à toute formalité de convocation et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, demande au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de trente millions trois cent quarante-cinq mille quatre cent quatre-vingt-seize euros et trois centimes (EUR 30.345.496,03) de manière à réduire celui-ci de son montant actuel de soixante-trois millions trois cent mille euros (EUR 63.300.000), représenté par (i) trois milliards cent soixante-cinq millions (3.165.000.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune et (ii) trois milliards cent soixante-cinq millions (3.165.000.000) actions préférentielles à rachat obligatoire sans droit de vote ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, à un montant de trente-deux million neuf cent cinquante-quatre mille cinq cent trois euros et quatre-vingt-dix-sept centimes (EUR 32.954.503,97), représenté par (i) trois milliards cent soixante-cinq millions (3.165.000.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune et (ii) cent trente millions quatre cent cinquante mille trois cent quatre-vingt-dix-sept (130.450.397) actions préférentielles à rachat obligatoire sans droit de vote ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, par l'annulation de trois milliards trente-quatre millions cinq cent quarante-neuf mille six cent trois (3.034.549.603) actions préférentielles à rachat obligatoire sans droit de vote.

L'assemblée générale des actionnaires reconnaît que les de trois milliards trente-quatre millions cinq cent quarante-neuf mille six cent trois (3.034.549.603) actions préférentielles à rachat obligatoire sans droit de vote étaient détenues par la

Société suite à leur rachat par le conseil d'administration de la Société suivant un contrat de rachat, qui a été présenté au notaire soussigné.

Seconde résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de créer deux (2) nouvelles catégories d'actions: les actions préférentielles de catégorie A et les actions préférentielles de catégorie B, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune. Les droits des actions préférentielles de catégorie A et des actions préférentielles de catégorie B seront définis dans les statuts de la Sociétés suite à leur refonte ci-après.

Troisième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de renommer toutes les cent trente millions quatre cent cinquante mille trois cent quatre-vingt-dix-sept (130.450.397) actions préférentielles à rachat obligatoire sans droit de vote en actions préférentielles de catégorie A de la Société en supprimant la possibilité de la Société de racheter ces actions, ce qui est explicitement approuvé par les actionnaires pertinents.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de seize million sept cent soixante-dix million quatre cent soixante-quatorze euros et soixante-sept centimes (EUR 16.770.474,67) de son montant actuel de trente-deux million neuf cent cinquante-quatre mille cinq cent trois euros et quatre-vingt-dix-sept centimes (EUR 32.954.503,97), représenté par (i) trois milliards cent soixante-cinq millions (3.165.000.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune et (ii) cent trente millions quatre cent cinquante mille trois cent quatre-vingt-dix-sept (130.450.397) actions préférentielles de catégorie A ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, à un montant de quarante-neuf millions sept cent vingt-quatre mille neuf cent soixante-dix-huit euros et soixante-quatre centimes (EUR 49.724.978,64), par l'émission de huit cent dix millions (810.000.000) de nouvelles actions ordinaires, de six cent soixante-sept millions quarante-sept mille quatre cent soixante-sept (667.047.467) nouvelles actions préférentielles de catégorie A et deux cent millions (200.000.000) nouvelles actions préférentielles de catégorie B, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune.

Souscription et paiement

Les huit cent dix millions (810.000.000) de nouvelles actions ordinaires, de six cent soixante-sept millions quarante-sept mille quatre cent soixante-sept (667.047.467) nouvelles actions préférentielles de catégorie A et deux cent millions (200.000.000) nouvelles actions préférentielles de catégorie B, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, ont été intégralement souscrites et allouées comme suit:

1. PAÏPERLEK INVESTMENTS, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 43- 45 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 175.387,

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 17 février 2016, qui restera annexée au présent acte,

a souscrit (i) sept cent dix millions (710.000.000) actions ordinaires et (ii) cinq cent quatre-vingt-quatre millions six cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent vingt-huit (584.695.928) actions préférentielles de catégorie A et les a payées par une contribution en numéraire d'un montant de vingt-huit millions d'euros (EUR 28.400.000) dont (i) un montant de sept millions cent mille euros (EUR 7.100.000) est alloué au capital social ordinaire de la Société, (ii) un montant de cinq millions huit cent quarante-six mille neuf cent cinquante-neuf euros et vingt-huit centimes (EUR 5.846.959,28) est alloué au capital social actions préférentielle de catégorie A et (iii) un montant de quinze millions quatre cent cinquante-trois mille quarante euros et soixante-douze centimes (EUR 15.453.040,72) est alloué au compte prime d'émission d'actions de catégorie A.

2. ADB Safegate Co-Investment 1 S.C.A., une société en commandite par actions constituée sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 43-45 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, pas encore enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 17 février 2016, qui restera annexée au présent acte,

a souscrit deux cent millions (200.000.000) actions préférentielles de catégorie B et les a payées par une contribution en numéraire d'un montant de deux millions d'euros (EUR 2.000.000), entièrement alloué au capital social de la Société.

3. ADB Safegate Co-Investment 2 S.C.A., une société en commandite par actions constituée sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 43-45 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, pas encore enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 17 février 2016, qui restera annexée au présent acte,

a souscrit (i) cent millions (100.000.000) actions ordinaires et (ii) quatre-vingt-deux millions trois cent cinquante-et-un mille cinq cent trente-neuf (82.351.539) actions préférentielles de catégorie A et les a payées par une contribution en

numéraire d'un montant de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000), dont (i) un montant de un million d'euros (EUR 1.000.000) a été alloué au capital social ordinaire de la Société, (ii) un montant de huit cent vingt-trois mille cinq cent quinze euros et trente-neuf centimes (EUR 823.515,39) a été alloué au capital social actions préférentielles de catégorie A de la Société et (iii) un montant de deux millions cent soixante-seize mille quatre cent quatre-vingt-quatre euros et soixante-et-un centimes (EUR 2.176.484,61) a été alloué au compte prime d'émission actions de préférence de catégorie A.

ADB Safegate Co-Investment 1 S.C.A. et ADB Safegate Co-Investment 2 S.C.A rejoignent l'assemblée générale des actionnaires.

Cinquième résolution

L'assemblée générale des actionnaires de la Société a pris connaissance du rapport du conseil d'administration sur le capital autorisé et la limitation ou la suppressions des droits de souscription préférentiels conformément à l'article 32-3 (5) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et décide de renouveler le capital autorisé, excluant le capital social, qui est fixé à huit millions sept cent mille euros (EUR 8.700.000), composé de (i) sept cent vingt millions (720.000.000) actions ordinaires et (ii) cent cinquante millions (150.000.000) actions de préférence de catégorie A, ayant chacune une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) et autorise le conseil d'administration de la Société, pendant une période de cinq (5) ans à partir de la date de la présente assemblée générale extraordinaire de la Société, d'émettre des actions ordinaires et/ou des actions préférentielles de catégorie A, d'accorder des options de souscrire à des actions ordinaires et/ou actions préférentielles de catégorie A et d'émettre tous autres instruments convertibles en actions ordinaires et/ou actions préférentielles de catégorie A endéans les limites du capital autorisé aux personnes et dans les conditions qu'il juge acceptables et spécifiquement de procéder à l'émission sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription au titre des actions ordinaires et/ou actions préférentielles de catégorie A.

Sixième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de la refonte subséquente des statuts de la Société, sans modifier l'objet social de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

«A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société anonyme sous la dénomination «ADB Luxembourg S.A.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille en vue de sa réalisation par la vente, l'appel publique à l'épargne, l'échange ou autre.

2.2. La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3. La Société peut lever des fonds, notamment en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4. La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2. Le siège social pourra être transféré au sein de la même commune par décision du conseil d'administration. Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3. Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil d'administration.

4.4. Dans l'hypothèse où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la

cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à quarante-neuf millions sept cent vingt-quatre mille neuf cent soixante-dix-huit euros et soixante-quatre centimes (EUR 49.724.978,64), représenté par (i) trois milliards neuf cent soixante-quinze millions (3.975.000.000) actions ordinaires (les «Actions Ordinaires»), et (ii) six cent soixante-sept millions quarante-sept mille quatre cent soixante-sept (667.047.467) actions préférentielles de catégorie A sans droit de vote, ayant chacune une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) (les «Actions de Préférence de Catégorie A»), et (iii) deux cent millions (200.000.000) actions préférentielles de catégorie B sans droit de vote, ayant chacune une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) (les «Actions de Préférence de Catégorie B»), les Actions de Préférence de Catégorie A et les Actions Ordinaires sont désignées ci-après collectivement comme les «Actions»). Chaque détenteur d'Actions Ordinaires est désigné ci-après comme l'«Actionnaire Ordinaire», chaque détenteur d'Actions de Préférence de Catégorie A est désigné ci-après comme l'«Actionnaire de Catégorie A», chaque détenteur d'Actions de Préférence de Catégorie B est désigné ci-après comme l'«Actionnaire de Catégorie B». Les Actionnaires de Catégorie A, les Actionnaires de Catégorie B et les Actionnaires Ordinaires sont désignés ci-après collectivement comme les «Actionnaires».

5.2. Toute prime d'émission payée en relation avec les Actions de Préférence de Catégorie A est versée sur un compte «prime d'émission Actions de Préférence de Catégorie A» (le «Compte Prime d'Emission Actions de Préférence de Catégorie A»), et la Société verse sur un tel compte, dans la devise de leur paiement effectif, le montant ou la valeur de tout excédent de capital additionnel apporté par les détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie A à la Société et de tout montant affecté à ce Compte Prime d'Emission Actions de Préférence de Catégorie A conformément aux présents statuts.

5.3. Toute prime d'émission payée en relation avec les Actions de Préférence de Catégorie B est versée sur un compte «prime d'émission Actions de Préférence de Catégorie B» (le «Compte Prime d'Emission Actions de Préférence de Catégorie B»), et la Société verse sur un tel compte, dans la devise de leur paiement effectif, le montant ou la valeur de tout excédent de capital additionnel apporté par les détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie B à la Société et de tout montant affecté à ce Compte Prime d'Emission Actions de Préférence de Catégorie B conformément aux présents statuts.

5.4. Toute prime d'émission payée en relation avec les Actions Ordinaires est versée sur un compte «prime d'émission Actions Ordinaires» (le «Compte Prime d'Emission Actions Ordinaires»), et la Société verse sur un tel compte, dans la devise de leur paiement effectif, le montant ou la valeur de tout excédent de capital additionnel apporté par les Actionnaires Ordinaires à la Société et de tout montant affecté à ce Compte Prime d'Emission Actions Ordinaires conformément aux présents statuts.

5.5. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, prise aux conditions requises pour la modification des présents statuts ou dans les conditions prévues par l'article 6.

5.6. Toutes nouvelles Actions à libérer en numéraire doivent être offertes par préférence à (aux) (l')Actionnaire(s) existant(s). En cas de pluralité d'Actionnaires, ces Actions sont offertes aux Actionnaires en proportion du nombre d'Actions qu'ils détiennent dans le capital social de la Société. Le conseil d'administration doit déterminer la période au cours de laquelle ce droit préférentiel de souscription pourra être exercé, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à compter de l'envoi à chaque Actionnaire d'une lettre recommandée annonçant l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des Actionnaires peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription de (des) (l')Actionnaire(s) existant(s) conformément aux dispositions applicables en matière de modification des statuts.

5.7. La Société peut racheter ses propres Actions conformément à la Loi.

Art. 6. Capital social autorisé.

6.1. Le capital autorisé de la Société, excluant le capital social, est fixé à huit million sept cent mille euros (EUR 8,700,000), composé de (i) sept cent vingt millions (720,000,000) Actions Ordinaires et (ii) cent cinquante millions (150,000,000) Actions de Préférence de Catégorie A, ayant chacune une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune. Pendant une période de temps de cinq (5) années à compter de la date du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue le 17 février 2016, le conseil d'administration est autorisé d'émettre des Actions Ordinaires et/ou des Actions de Préférence de Catégorie A, d'accorder des options, de souscrire à des Actions Ordinaires et/ou des Actions de Préférence de Catégorie A et d'émettre tous autres instruments convertibles en Actions Ordinaires et/ou en Actions de Préférence de Catégorie A dans les limites du capital social autorisé aux personnes et dans les conditions qu'il juge acceptables et spécifiquement de procéder à l'émission sans réserver aux Actionnaires existants un droit préférentiel de souscription au titre des Actions Ordinaires et/ou Actions de Préférence de Catégorie A émises. Une telle autorisation peut être renouvelée par une résolution de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée selon les modalités requises pour une modification des présents statuts, à chaque fois pour une période n'excédant pas cinq (5) ans. Toutes les Actions de Préférence de Catégorie A émises conformément à ce capital social autorisé confèrent les mêmes droits financiers et politiques que les Actions de Préférence de Catégorie A originales alors en circulation, y compris, pour éviter tout doute, le droit au Dividende Actions de Préférence de Catégorie A comme si elles avaient été émises à la même date que celle des Actions de Préférence de Catégorie A originales.

6.2. Le capital social autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée selon les modalités requises pour une modification des présents statuts.

Art. 7. Parts sociales.

7.1. Le capital social de la Société est divisé en Actions ayant chacune la même valeur nominale.

7.2. Les Actions de la Société sont nominatives.

7.3. La Société peut avoir un ou plusieurs Actionnaires.

7.4. Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant un Actionnaire n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 8. Article 8 Registre des Actions - Transfert des Actions.

8.1. Un registre des Actions sera tenu au siège social de la Société, où il sera mis à disposition de chaque Actionnaire pour consultation. Ce registre devra contenir toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription seront émis sur demande et aux frais de l'Actionnaire demandeur.

8.2. Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par Action. Les copropriétaires indivis devront désigner un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette Action, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

8.3. Les Actions ne sont cessibles que selon les modalités prévues par tout pacte d'Actionnaires pouvant à tout moment être en vigueur entre les Actionnaires et la Société.

8.4. Tout transfert d'Actions deviendra opposable à la Société et aux tiers soit (i) sur inscription d'une déclaration de cession dans le registre des Actionnaires, signée et datée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, ou (ii) sur notification de la cession à la Société ou sur acceptation de la cession par la Société.

C. Assemblées générales d'actionnaires

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des Actionnaires.

9.1. Les Actionnaires exercent leurs droits collectifs en assemblée générale d'Actionnaires. Toute assemblée générale d'Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des Actionnaires de la Société. L'assemblée générale des Actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

9.2. Si la Société a un Actionnaire unique, toute référence faite à «l'assemblée générale des Actionnaires» devra, selon le contexte et le cas échéant, être entendue comme une référence à «l'Actionnaire unique», et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Actionnaires devront être exercés par l'Actionnaire unique.

Art. 10. Convocation des assemblées générales d'Actionnaires.

10.1. L'assemblée générale des Actionnaires de la Société peut, à tout moment, être convoquée par le conseil d'administration ou, le cas échéant, par le(s) commissaire(s).

10.2. L'assemblée générale des Actionnaires doit obligatoirement être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) sur demande écrite d'un ou plusieurs Actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. En pareil cas, l'assemblée générale des Actionnaires devra être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande.

10.3. Les convocations pour toute assemblée générale des Actionnaires contiennent la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée et sont effectuées au moyen d'annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et dans un journal luxembourgeois. Les convocations par lettre doivent être envoyées huit (8) jours avant l'assemblée générale aux Actionnaires en nom, sans qu'il ne doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Lorsque toutes les Actions émises par la Société sont des Actions nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée et devront être adressées à chaque Actionnaire au moins huit (8) jours avant la date prévue pour l'assemblée générale des Actionnaires.

10.4. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et ont renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des Actionnaires peut être tenue sans convocation préalable, ni publication.

Art. 11. Conduite des assemblées générales d'Actionnaires.

11.1. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires doit être tenue à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation, le second Lundi du mois d'avril à 10:00 heures. Si la date indiquée est un jour férié, l'assemblée générale des Actionnaires aura lieu le jour ouvrable suivant. Les autres assemblées générales d'Actionnaires pourront se tenir à l'endroit et l'heure indiqués dans les convocations respectives.

11.2. Un bureau de l'assemblée doit être constitué à chaque assemblée générale d'Actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, sans qu'il ne soit nécessaire que ces membres du bureau de l'assemblée soient Actionnaires ou membres du conseil d'administration. Si tous les Actionnaires présents à l'assemblée générale décident qu'ils sont en mesure de contrôler la régularité des votes, les Actionnaires peuvent, à l'unanimité, décider de nommer uniquement (i) un président et un secrétaire ou (ii) une seule personne chargée d'assurer les fonctions du bureau de l'assemblée, rendant ainsi inutile la nomination d'un scrutateur. Toute référence faite au «bureau de l'assemblée» devra en ce cas être entendue comme faisant référence aux «président et secrétaire» ou, le cas échéant et selon le contexte, à «la personne unique qui assume le

rôle de bureau de l'assemblée». Le bureau doit notamment s'assurer que l'assemblée est tenue en conformité avec les règles applicables et, en particulier, en conformité avec les règles relatives à la convocation, aux conditions de majorité, au partage des voix et à la représentation des Actionnaires.

11.3. Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale d'Actionnaires.

11.4. Un Actionnaire peut participer à toute assemblée générale des Actionnaires en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les Actionnaires.

11.5. Les Actionnaires qui prennent part à une assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre mutuellement sans discontinuité, garantissant une participation effective à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à condition que de tels moyens de communication soient disponibles sur les lieux de l'assemblée.

11.6. Chaque Actionnaire peut voter à une assemblée générale des Actionnaires au moyen d'un bulletin de vote signé, envoyé par courrier, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les Actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote fournis par la Société qui indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les résolutions soumises à l'assemblée, ainsi que pour chaque résolution, trois cases à cocher permettant à l'Actionnaire de voter en faveur ou contre la résolution proposée, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des résolutions proposées, en cochant la case appropriée.

11.7. Les bulletins de vote qui, pour une résolution proposée, n'indiquent pas uniquement (i) un vote en faveur ou (ii) contre résolution proposée ou (iii) exprimant une abstention sont nuls au regard de cette résolution. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des Actionnaires à laquelle ils se rapportent.

Art. 12. Quorum et vote.

12.1. Chaque Action Ordinaire donne droit à une voix en assemblée générale des Actionnaires.

12.2. Les Actions de Préférence de Catégorie A et les Actions de Préférence de Catégorie B sont des actions sans droit de vote conformément aux articles 44 à 47 de la Loi. Chaque Action de Préférence de Catégorie A ou chaque Action de Préférence de Catégorie B confère à son détenteur un droit de vote pour toutes les questions spécifiques sur lesquelles les détenteurs d'actions préférentielles sans droit de vote ont le droit de voter conformément à l'article 46 de la Loi.

12.3. Les résolutions des Actionnaires sont adoptées aux assemblées générales des Actionnaires conformément à la Loi et, pour éviter tout doute, les détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie A et les détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie B ne seront autorisés de voter, et l'assemblée générale des Actionnaires ne sera alors composée des Actionnaires Ordinaires, des détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie A et des détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie B, que dans l'hypothèse des résolutions détaillées à l'article 46 de la Loi. L'assemblée générale des Actionnaires dispose des pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous actes et opérations conformes à l'objet social.

12.4. Sauf disposition contraire de la Loi ou des statuts, les décisions prises en assemblée générale d'Actionnaires dûment convoquées ne requièrent aucune condition de quorum et sont adoptées à la majorité simple des voix valablement exprimées quelle que soit la part du capital social représentée. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 13. Modification des statuts. Sauf disposition contraire, les présents statuts peuvent être modifiés à la majorité des deux-tiers des voix des actionnaires valablement exprimées lors d'une assemblée générale des actionnaires à laquelle plus de la moitié du capital social de la Société est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée, une seconde assemblée pourra être convoquée dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts qui pourra alors délibérer quel que soit le quorum et au cours de laquelle les décisions seront adoptées à la majorité des deux-tiers des voix valablement exprimées. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 14. Changement de nationalité. Les Actionnaires ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des actionnaires.

Art. 15. Ajournement des assemblées générales des actionnaires. Dans les conditions prévues par la Loi, le conseil d'administration peut, ajourner séance tenante, une assemblée générale d'Actionnaires à quatre (4) semaines. Le conseil d'Administration peut prendre une telle décision à la demande des Actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société. Dans l'hypothèse d'un ajournement, toute décision déjà adoptée par l'assemblée générale des Actionnaires sera annulée.

Art. 16. Procès-verbal des assemblées générales d'actionnaires.

16.1. Le bureau de toute assemblée générale des Actionnaires doit dresser un procès-verbal de l'assemblée qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout autre Actionnaire à sa demande.

16.2. Toute copie ou extrait de ces procès-verbaux originaux, à produire dans le cadre de procédures judiciaires ou à remettre à tout tiers devra être certifié(e) conforme à l'original par le notaire dépositaire de l'acte original dans l'hypothèse où l'assemblée aurait été retranscrite dans un acte authentique, ou devra être signé par le président du conseil d'administration ou par deux membres du conseil d'administration.

D. Administration

Art. 17. Composition et pouvoirs du conseil d'administration.

17.1. La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres et au maximum de six (6) membres qui sont soit administrateurs de catégorie A soit administrateurs de catégorie B. Tant que Païperlek Investments, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B175387 (ou tout successeur légitime de cette dernière), est actionnaire de la Société, quatre administrateurs de catégorie B doivent être nommés parmi les personnes choisies par Païperlek Investments (ou tout successeur légitime de cette dernière). Dans un tel cas, deux administrateurs de catégorie A doivent être nommés parmi les personnes choisies par les autres actionnaires. Toute référence dans les présents statuts à un (aux) «administrateur(s)» sans précision supplémentaire doit être lue comme une référence à un (aux) «administrateur(s) de catégorie A» et à un (aux) «administrateur(s) de catégorie B» indistinctement et en fonction du contexte. Cependant, lorsque la Société a été constituée par un Actionnaire unique ou lorsqu'il apparaît, lors d'une assemblée générale d'Actionnaires, que toutes les actions émises par une Société sont détenues par un Actionnaire unique, la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à la prochaine assemblée générale d'Actionnaires consécutive à l'augmentation du nombre d'Actionnaires. Dans cette hypothèse, le cas échéant et lorsque l'expression «administrateur unique» n'est pas mentionnée expressément dans les présents statuts, une référence au «conseil d'administration» utilisée dans les présents statuts doit être entendue comme une référence à l'«administrateur unique».

17.2. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile afin de réaliser l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des Actionnaires.

Art. 18. Gestion journalière.

18.1. La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en rapport avec une telle gestion journalière doit, en conformité avec l'article 60 de la Loi être déléguée au président du conseil d'administration et à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou mandataires, agissant individuellement ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs pouvoirs seront déterminés par une décision du conseil d'administration, sachant que les pouvoirs de gestion journalière du président s'étendent sur tous les domaines à l'exception des Domaines Réservés (tels que définis ci-dessous).

18.2. La Société peut également conférer des pouvoirs spéciaux au moyen d'une procuration authentique ou d'un acte sous seing privé.

Art. 19. Nomination, révocation et durée des mandats des administrateurs.

19.1. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des Actionnaires. Sous réserve d'une décision contraire du conseil d'administration, les administrateurs n'ont droit à aucune rémunération.

19.2. La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) ans et chaque administrateur doit rester en fonction jusqu'à ce qu'un successeur ait été désigné. Les administrateurs peuvent faire l'objet de réélections successives.

19.3. Chaque administrateur est nommé à la majorité simple des voix valablement exprimées à une assemblée générale des Actionnaires.

19.4. Chaque administrateur peut être révoqué de ses fonctions à tout moment et sans motif par l'assemblée générale des Actionnaires à la majorité simple voix valablement exprimées.

19.5. Si une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la Société, cette personne morale doit désigner une personne physique en qualité de représentant permanent qui doit assurer cette fonction au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale peut révoquer son représentant permanent uniquement si elle nomme simultanément son successeur. Une personne physique peut uniquement être le représentant permanent d'un seul (1) administrateur de la Société et ne peut être simultanément administrateur de la Société.

19.6. Le conseil d'administration peut créer des comités. La Société doit à tout moment avoir au moins un comité de rémunération et un comité d'audit.

Art. 20. Vacance d'un poste d'administrateur.

20.1. Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, à la faillite, à la retraite ou autre, cette vacance pourra être comblée à titre temporaire et pour une durée ne pouvant excéder le mandat initial de l'administrateur qui fait l'objet d'un remplacement par les administrateurs restants jusqu'à ce que la prochaine assemblée générale d'Actionnaires, appelée à statuer sur la nomination permanente d'un nouvel administrateur en conformité avec les dispositions légales applicables.

20.2. Dans l'hypothèse où la vacance surviendrait alors que la Société est gérée que par un administrateur unique, cette vacance devra être comblée sans délai par l'assemblée générale des Actionnaires.

Art. 21. Convocation aux conseils d'administration.

21.1. Le conseil d'administration se réunit à la demande du président, ou à la demande conjointe de deux administrateurs. Le conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an au siège social de la Société, sauf indication contraire dans la convocation.

21.2. Une convocation écrite à toute réunion du conseil d'administration doit être adressée aux administrateurs vingt-quatre (24) heures au moins avant l'heure prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence devront être exposés dans la convocation. Cette convocation peut être omise si chaque administrateur y consent par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie dudit document signé constituant une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour toute réunion du conseil d'administration dont l'heure et l'endroit auront été déterminés dans une décision précédente adoptée par le conseil d'administration et qui aura été communiquée à l'ensemble des membres du conseil d'administration.

21.3. Aucune convocation préalable n'est requise dans l'hypothèse où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration et renonceraient à toute formalité de convocation ou dans l'hypothèse où des décisions écrites auraient été approuvées et signées par tous les membres du conseil d'administration.

Art. 22. Conduite des réunions du conseil d'administration.

22.1. Le conseil d'administration élit parmi les administrateurs de catégorie A un président qui sera également le directeur général de la Société et de ses filiales. Il peut également élire un secrétaire qui n'est pas nécessairement un administrateur et qui est chargé de la tenue du procès-verbal de chaque conseil d'administration.

22.2. Le président doit présider toute réunion du conseil d'administration, mais, en son absence, le conseil d'administration peut nommer un autre administrateur en qualité de président temporaire par une décision adoptée à la majorité des administrateurs présents. Le président n'a pas de voix prépondérante.

22.3. Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration en désignant comme mandataire un autre membre du conseil d'administration par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen analogue de communication, la copie d'une telle désignation constituant une preuve suffisante d'un tel mandat.

22.4. Les réunions du conseil d'administration peuvent aussi être tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication autorisant les personnes participant à de telles réunions de s'entendre les unes les autres de manière continue et permettant une participation effective à ces réunions. La participation à une réunion par ces moyens équivaudra à une participation en personne et la réunion devra être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

22.5. Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer ou statuer que si au moins trois des administrateurs sont présents ou représentés.

22.6. Au titre des présents statuts, les «Domaines Réservés» désignent:

- l'approbation du budget annuel (y compris les dépenses d'investissement/en capital et le plan stratégique) et toute modification significative de ce dernier;
- la clôture des comptes annuels statutaires et consolidés de la Société et distribution de dividendes et d'autres réserves par la Société ou par toute filiale de la Société;
- toute décision (investissement ou autre entreprise) sortant du cadre normal des affaires ou en dehors du budget annuel et ayant un impact financier de plus de 300.000 euros;
- toute acquisition ou transfert de participations dans des entreprises, des joint-ventures, des filiales;
- l'émission de titres donnant un accès immédiat ou futur au capital social de la Société ou de ses filiales, et modifications des modalités et conditions des titres existants donnant un accès direct ou indirect au capital social de la Société;
- la signature, la modification ou la rupture de tout contrat important sortant du cadre normal des affaires (au montant excédant 300.000 euros);
- tout emprunt (y compris au moyen d'obligations) non inclus dans le budget et excédant le montant de 300.000 euros par opération, toute modification des documents de financement existants et tout remboursement anticipé en rapport avec les documents de financement;
- toute décision concernant le départ d'un salarié, d'un dirigeant, d'un administrateur ou d'un membre du conseil d'administration étant actionnaire de ADB Co-Investment S.C., ADB Safegate Co-Investment 1 S.C.A. et/ou ADB Safegate Co-Investment 2 S.C.A.;
- les décisions concernant la politique générale de rémunération (y compris en matière de primes) des employés et gérants de la Société ou de ses filiales;
- tout octroi de prêts, de sûretés ou de garanties par la Société ou toutes filiales de la Société pour un montant de plus de 300.000 euros par opération, à l'exception des garanties accordées dans le cadre normal des affaires aux administrations fiscales ou douanières ou aux clients et qui n'excèdent pas 2.000.000 euros;
- toute (proposition de la Société relative à une) fusion, scission, changement de forme juridique, liquidation volontaire, dissolution ou liquidation de la Société ou de ses filiales;
- toute (proposition de la Société relative à une) modification des statuts ou des règles internes de la Société ou de ses filiales;
- toute (proposition de la Société relative à une) modification de la date de clôture des comptes, modification ou confirmation des commissaires aux comptes ou modification des principes comptables de la Société ou de ses filiales;

- la mise en oeuvre de toute option d'achat, tout plan d'épargne d'entreprise, tout régime à cotisations, tout régime de partage des bénéfices ou toute convention relative aux salariés pour les salariés et les mandataires sociaux et l'octroi d'options ou autres droits en vertu de ou toute modification de tels régimes à l'exception des droits résultant d'obligations légales;

- la nomination, la révocation ou le remplacement de tout salarié, dirigeant, administrateur ou membre du conseil d'administration étant actionnaire de ADB Co- Investment S.C., ADB Safegate Co-Investment 1 S.C.A. et/ou ADB Safegate Co- Investment 2 S.C.A, ou en général, de tout salarié, mandataire, directeur ou administrateur recevant une compensation annuelle d'un total de plus de 125.000 euros (incluant les primes mais excluant les charges sociales de l'employeur);

- toute action qui constituerait un manquement ou une violation selon tout document de financement auquel la Société ou toute filiale de la Société serait partie ou qui nécessiterait une modification de ce document de financement ou une autorisation préalable en vertu de ce dernier, et, plus généralement, toute décision exigeant l'autorisation préalable des institutions financières parties à n'importe lequel de ces documents de financement;

- la signature, la modification ou la rupture de toutes conventions avec une partie liée;

- tout changement significatif dans l'activité de ADB Belgium N.V. ou de l'une de ses filiales, y compris (i) la cessation ou le lancement par ADB Belgium N.V. ou l'une de ses filiales d'une ligne de produits/services au sein de la Société ou de ses filiales, ou (ii) la modification par ADB Belgium N.V. ou par l'une de ses filiales d'une ligne de produits/services au sein de la Société ou de ses filiales dans la mesure où une telle modification a un impact significatif sur l'activité de ADB Belgium N.V. ou sur l'une de ses filiales;

- le commencement et la gestion de toute sorte de procédure judiciaire, réglementaire ou arbitrale, ou la conclusion de tout accord transactionnel auquel la Société ou l'une de ses filiales est défenderesse ou demanderesse, et dans lequel le montant de la demande excède EUR 300.000;

- toute décision de cotation ou relative à la cotation de titres donnant un accès direct ou indirect au capital social de la Société ou de l'une de ses filiales;

- toute compensation accordée à tout membre du conseil d'administration de la Société ou de l'une de ses filiales;

- toute décision requise pour un processus de sortie, sachant que ce processus peut être régi par un quelconque pacte d'Actionnaires pouvant à tout moment être en vigueur entre les actionnaires et la Société.

Les décisions concernant les Domaines Réservés ne peuvent être adoptées qu'avec le vote positif de la majorité des administrateurs, incluant le vote positif d'au moins deux (2) administrateurs de catégorie B, présents ou représentés, lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoquée. Les décisions concernant des domaines autres que les Domaines Réservés sont adoptées avec le vote positif de la majorité des administrateurs présents ou représentés lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoquée.

La Société et les actionnaires peuvent conclure à tout moment des conventions en vertu desquelles certaines décisions requerraient impérativement l'approbation du conseil d'administration.

22.7. Sauf disposition contraire de la Loi, tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt dans une opération soumise à l'autorisation du conseil d'administration qui serait contraire aux intérêts de la Société, doit informer le conseil d'administration de ce conflit d'intérêts et cette déclaration doit être actée dans le procès-verbal du conseil d'administration. L'administrateur concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Ce conflit d'intérêts doit également faire l'objet d'une communication aux actionnaires, lors de la prochaine assemblée générale des Actionnaires, et avant toute prise de décision de l'assemblée générale des Actionnaires sur tout autre point à l'ordre du jour.

22.8. Lorsque la Société ne comprend qu'un administrateur unique, les opérations conclues entre la Société et cet administrateur en situation de conflit d'intérêts avec la Société doivent simplement être mentionnées dans la décision de l'administrateur unique.

22.9. Les règles du conflit d'intérêts ne s'appliquent pas lorsque la décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique se rapporte à des opérations courantes, conclues à des conditions normales.

22.10. Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen analogue de communication. Les administrateurs peuvent exprimer leur consentement séparément, l'intégralité des consentements constituant une preuve de l'adoption des décisions. La date d'adoption de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 23. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration - procès-verbaux des décisions de l'administrateur unique.

23.1. Le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration doit être signé par le président du conseil d'administration, ou en son absence, par le président temporaire, ou par deux (2) administrateurs présents. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par le président du conseil d'administration ou par deux (2) administrateurs.

23.2. Les décisions de l'administrateur unique doivent être retranscrites dans des procès-verbaux qui doivent être signés par l'administrateur unique. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par l'administrateur unique.

Art. 24. Relations avec les tiers.

24.1. La Société est engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par (i) la signature de l'administrateur unique ou, si la société a plusieurs administrateurs, par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par (ii) la signature unique ou les signatures conjointes de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration dans les limites d'une telle délégation.

24.2. Dans les limites de la gestion journalière, la Société est engagée à l'égard des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration, agissant individuellement ou conjointement dans les limites d'une telle délégation.

E. Audit et surveillance de la société

Art. 25. Commissaire.

25.1. Les opérations de la Société feront l'objet d'une surveillance par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des Actionnaires désignera les commissaires et déterminera la durée de leurs fonctions, qui ne pourra excéder six (6) ans.

25.2. Tout commissaire peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des Actionnaires.

25.3. Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

25.4. Si l'assemblée générale des Actionnaires de la Société désigne un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, l'obligation de nommer un (des) commissaire(s) est supprimée.

25.5. Le réviseur d'entreprises agréé peut être révoqué par l'assemblée générale des Actionnaires uniquement pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 26. Exercice social.

26.1. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

26.2. Lorsqu'il prépare le bilan et le compte des profits et pertes à la fin de l'exercice social, le conseil d'administration doit (i) constituer une provision égale au montant du Dividende d'Actions de Préférence de Catégorie A dû aux détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie A au titre de l'exercice social considéré tel que déterminé par les présents statuts et, le cas échéant, (ii) constituer une provision égale au montant du Dividende d'Actions de Préférence de Catégorie B dû aux détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie B au titre de l'exercice social considéré tel que déterminé par les présents statuts. Une telle provision sera à la disposition de l'assemblée générale annuelle des Actionnaires.

Art. 27. Comptes annuels - Affectation des bénéfices.

27.1. Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil d'administration dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la Loi.

27.2. Pour chaque exercice social, le solde créditeur du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'assemblée générale des Actionnaires, représente les bénéfices annuels nets de la Société.

27.3. Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5 %) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

27.4. Les bénéfices restants après affectation à la réserve légale, calculés en conformité avec les normes comptables luxembourgeoises, représentent les Bénéfices Disponibles et peuvent être distribués lors de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société conformément au présent article, le cas échéant.

27.5. Les sommes apportées à une réserve de la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire apporteur y consent.

27.6. En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

27.7. Pour chaque exercice social, chaque Actionnaire d'Actions de Préférence de Catégorie A a le droit à un dividende au titre de chaque Action de Préférence de Catégorie A détenue prélevé des Bénéfices Disponibles (le «Dividende d'Actions de Catégorie A») de 7,585 % de (a) la valeur nominale ou comptable de chaque Action de Préférence de Catégorie A additionné du (b) montant du Compte Premium Actions de Préférence de Catégorie A divisé par le nombre d'Actions de Préférence de Catégorie A en émission additionné de (c) tout Dividende d'Actions de Catégorie A non payé des années précédentes et de (d) toute autre réserve d'Actions de Préférence de Catégorie A tel que déclarée par le conseil d'administration.

27.8. Le cas échéant et si les Bénéfices Disponibles sont suffisants pour distribuer le Dividende d'Actions de Catégorie A, en intégralité ou en partie, et que l'assemblée générale des Actionnaires ne procède à aucune distribution liée au Dividende d'Actions de Préférence de Catégorie A, alors le montant total des Dividendes d'Action de Catégorie A qui auraient dû être distribués aux détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie A tel que approvisionné par le conseil d'administration en vertu de l'article 26.2, devra être automatiquement affecté à une réserve distribuable versée sur un compte de réserve Actions de Préférence de Catégorie A (le «Compte de Réserve Actions de Préférence de Catégorie A»).

27.9. Dès (et y inclus) l'exercice social pendant lequel, une liquidation de la Société ou une Sortie intervenait, et sous réserve du paiement du Dividende d'Actions de Catégorie A, chaque détenteur d'Actions de Préférence de Catégorie B a droit à un dividende sur les Bénéfices Disponibles, jusqu'au paiement complet du dividende préférentiel d'un montant «R», tel que défini à l'article 30 (le «Dividende d'Actions de Catégorie B»).

27.10. Chaque Dividende d'Actions de Catégorie A et chaque Dividende d'Actions de Catégorie B est cumulatif et recouvrable, ce qui signifie que les détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie A et les détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie B pourront respectivement, le cas échéant durant les exercices sociaux postérieurs, recouvrer le Dividende d'Actions de Catégorie A ou le Dividende d'Actions de Catégorie B qu'ils n'avaient pas pu recevoir lors des exercices sociaux précédents durant lesquels aucun Bénéfice Distribuable n'a été réalisé ou distribué.

27.11. Par conséquent, si le résultat d'un exercice social ne permet pas l'intégralité du paiement du Dividende d'Actions de Catégorie A et/ou du paiement du Dividende d'Actions de Catégorie B ou si l'assemblée générale des Actionnaires décide de ne pas distribuer de dividende en dépit de l'existence de Bénéfices Disponibles, la fraction non payée du dividende privilégié d'une certaine année sera payée durant les années suivantes, sans préjudice aux autres droits réservés au titre des Actions de Préférence de Catégorie A et des Actions de Préférence de Catégorie B dans une telle hypothèse. Le recouvrement des Dividendes d'Actions de Catégorie A et des Dividendes d'Actions de Catégorie B n'est pas limité dans le temps. Cependant, les Actions de Préférence de Catégorie A et les Actions de Préférence de Catégorie B ne donnent pas droit à une distribution additionnelle d'un dividende ordinaire.

27.12. Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale des Actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts. En particulier, après distribution ou attribution des Dividendes d'Actions de Préférence de Catégorie A et des Dividendes d'Actions de Préférence de Catégorie B, le cas échéant, le reste des Bénéfices Disponibles (c'est-à-dire, les Bénéfices Disponibles soustraits du montant total des Dividendes d'Actions de Préférence de Catégorie A et des Dividendes d'Actions de Préférence de Catégorie B) peut être distribué aux détenteurs d'Actions Ordinaires.

Art. 28. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

28.1. Le conseil d'administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes dans le respect des conditions prévues par la Loi.

28.2. Toute prime d'émission, prime assimilée ou autre réserve distribuable peut être librement distribuée aux Actionnaires sous réserve des dispositions de la Loi et des présents statuts.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation.

29.1. En cas de dissolution de la Société, conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des Actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

29.2. Après l'acquittement de toutes les dettes et obligations de la Société à l'égard des tiers ou le dépôt de tous fonds à cet effet, chaque Actionnaire d'Actions de Préférence de Catégorie A aura un droit préférentiel de paiement et un droit de paiement en espèces d'un montant total égal à la valeur nominale lié aux Actions de Préférence de Catégorie additionnée du montant du Compte Premium Actions de Préférence de Catégorie A et tous les dividendes accumulés et impayés en relation avec les Actions de Préférence de Catégorie A de la juste valeur marchande de la Contrepartie du Rachat (les «Produits de Liquidation des Actions de Préférence de Catégorie A»).

29.3. Si la Société ne peut payer l'intégralité de telles sommes aux détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie A, ces derniers reçoivent un paiement sur une base proratisée.

29.4. Une fois que toutes les dettes, charges et frais de liquidation ont été satisfaits, et sous réserve du paiement des Produits de Liquidation des Actions de Préférence de Catégorie A, chaque Action de Préférence de Catégorie B a droit au paiement prioritaire d'un montant égal à "R", tel que défini dans l'Annexe 1 ci-après, sous réserve du paiement du Dividende d'Actions de Préférence de Catégorie A.

29.5. Les détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie A et les détenteurs d'Actions de Préférence de Catégorie B ayant obtenu le paiement de toute somme qui leur est due, ne peuvent être pris en compte pour la répartition du produit de liquidation pouvant résulter après opération, ce produit de liquidation étant réservé aux Actionnaires Ordinaires.

H. Détermination de «R»

Art. 30. Calcul de «R». «R» s'entend du montant suivant:

(Montant dérivé du TRI du Projet + Montant dérivé du Multiple CoC du Projet

N

pour autant, toutefois, que si la somme du Montant dérivé du TRI du Projet et du Montant dérivé du Multiple CoC du Projet est supérieure à un montant correspondant à 8% de l'excédent (x) des Flux Reçus sur (y) les Flux Payés, ladite somme sera alors réputée correspondre à un montant équivalent à 8% de l'excédent (x) des Flux Reçus sur (y) les Flux Payés.

étant entendu que:

«Frais Applicables» s'entend de tous frais ou dépenses encourus ou payés par (x) l'Actionnaire Principal, toute Manco, la Société, toute Société Holding Intermédiaire ou toute autre Société du Groupe, dans le cadre de la Sortie, en ce compris la liquidation de la Société ou de toute Société Holding Intermédiaire et la distribution du produit en résultant ou (y) l'Actionnaire Principal ou ses actionnaires à compter de et après la Date Initiale dans le cadre (i) de l'acquisition (a) du groupe de sociétés ADB Airfield Solutions ou (b) du groupe de sociétés Safegate, (ii) la poursuite des activités de l'Actionnaire Principal et de ses Filiales, (iii) la poursuite des activités de toute Manco, ou (iv) de la liquidation de l'Actionnaire Principal ou de toute Manco et de la distribution du produit en résultant.

«ADB Belgium» signifie ADB Belgium N.V., une société anonyme constituée selon les lois de Belgique et ayant son siège social au Leuvensesteenweg 585 - 1930 Zaventem, Belgique, et Filiale de la Société.

«Flux Versés» s'entend des montants (y compris le prix de souscription ou d'acquisition applicable) payés par les Investisseurs pour des participations financières dans l'Actionnaire Principal (utilisés ou non par l'Actionnaire Principal afin de souscrire des participations financières dans la Société), toute Manco (utilisés ou non par la Manco concernée afin de souscrire des participations financières dans la Société), la Société ou toute Société Holding Intermédiaire à tout moment jusqu'à et y compris la Date de Sortie.

«Flux Reçus» s'entend des montants reçus par les Investisseurs (i) de la part de l'Actionnaire Principal, de toute Manco, de la Société ou de toute Société Holding Intermédiaire, y compris par le biais de remboursements de prêts, de versements d'intérêts, de paiements de dividendes, de frais de consultance ou de suivi (cependant, afin d'éviter toute confusion, à l'exclusion des frais de suivi et des commissions de transaction référencés dans la Section 10.8 du Pacte de Porteurs de Titres (Securityholders Agreement), ou (ii) du fait de la cession de participations financières dans l'Actionnaire Principal, toute Manco, la Société ou toute Société Holding Intermédiaire, diminués de tout Frais Applicables.

«Changement de Contrôle» traduit le fait qu'à la suite d'une transaction ou d'une série de transactions, l'Actionnaire Principal cesse de détenir, directement ou indirectement, plus de 50% du capital social et des droits de vote (x) de la Société ou (y) de ADB Belgium.

«Marché Eligible» s'entend d'un marché réglementé (tel que défini dans la directive 2004/39/CE) pour des titres de capital.

«Entité» signifie toute société, partnership (limited ou général), ou autre organisation, entreprise ou entité (possédant ou non tous les attributs spécifiques à une personne morale).

«Sortie» s'entend du premier des événements suivants: (a) une Vente ou (b) une Introduction en Bourse.

«Date de Sortie» s'entend de la date de survenance d'une Sortie.

«participations financières» s'entend, à l'égard d'une Entité, des actions ou autres titres émis par ladite Entité ou des prêts ou autres apports financiers faits au bénéfice de ladite Entité.

«Sociétés du Groupe» signifie la Société et ses Filiales.

«Date Initiale» correspond au 16 mai 2013.

«Société Holding Intermédiaire» signifie (x) ADB Belgium et (y) tout autre véhicule dédié contrôlé directement ou indirectement par la Société qui contrôle directement ou indirectement ADB Belgium.

«Investisseurs» s'entend de tous les investisseurs (autres que l'Actionnaire Principal, toute Manco, la Société et toute Société Holding Intermédiaire) détenant des participations financières dans l'Actionnaire Principal, toute Manco, la Société ou toute Société Holding Intermédiaire.

«Introduction en Bourse» signifie toute admission des actions de la Société ou de ADB Belgium à la cote d'un Marché Eligible à l'initiative d'un tel émetteur.

«Manco» s'entend de l'une des entités suivantes: (i) ADB Co-Investment S.C., une société civile de droit luxembourgeois, (ii) ADB Safegate Co-Investment 1 S.C.A., une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, (iii) ADB Safegate Co-Investment 2 S.C.A., une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, et (iv) toute autre Entité établie (avec l'accord de l'Actionnaire Principal) du en vue de permettre aux membres de la direction des Sociétés du Groupe d'investir indirectement dans des titres émis par la Société.

«N» signifie, au moment de la détermination de R, le nombre d'Actions de Préférence de Catégorie B émises.

«Personne» signifie toute personne physique ou Entité.

«Actionnaire Principal» s'entend de Païperlek Investments ou tout cessionnaire ou successeur de cette société.

«Multiple CoC du Projet» correspond au quotient obtenu en divisant (x) les Flux Reçus par (y) les Flux Payés.

«Montant dérivé du Multiple CoC du Projet» par référence au tableau de l'article 32.2, au Montant dérivé du Multiple CoC du Projet figurant dans ledit tableau pour un Multiple CoC du Projet donné, étant donné que (i) si le Multiple CoC du Projet se situe entre deux montants Multiples CoC du Projet figurant dans ce tableau, le Montant dérivé du Multiple CoC

du Projet sera déterminé par interpolation linéaire et (ii) si le Multiple CoC du Projet réel est supérieur au plus grand Multiple CoC du Projet figurant dans ce tableau, le Montant dérivé du Multiple CoC du Projet sera réputé correspondre au Montant dérivé du Multiple CoC du Projet correspondant audit plus grand Multiple CoC du Projet et (iii) si le Multiple CoC du Projet réel est inférieur au plus petit Multiple CoC du Projet figurant dans ce tableau, le Montant dérivé du Multiple CoC du Projet sera réputé correspondre à Zéro.

«TRI du Projet» correspond au taux de rendement interne annuel des Investisseurs calculé à la date à laquelle les Investisseurs sont censés obtenir les derniers Flux Reçus du fait de la Sortie. Le TRI de Projet correspond au taux d'actualisation venant annuler la somme des flux de trésorerie actualisés des Investisseurs en tenant compte de leur date, telle que calculée selon la formule suivante:

<ATT FORMULE>

où:

Fi correspond aux Flux Payés (exprimés sous la forme d'un montant négatif) ou les Flux Reçus (exprimés sous la forme d'un montant positif),

i correspond, pour chaque Flux Payé ou Flux Reçu, au nombre de jours écoulés à compter de la Date Initiale jusqu'à la date à laquelle ledit Flux Payé est payé par l'Investisseur ou à laquelle ledit Flux Reçu est reçu par l'Investisseur, et

n correspond au nombre de jours écoulés depuis la Date Initiale jusqu'à la dernière date à laquelle un Flux Reçu est reçu.

«Montant dérivé du TRI du Projet» s'entend, par référence au tableau figurant à l'article 32.1, au Montant du TRI du Projet figurant dans ledit tableau pour un TRI du Projet donné, pour autant que (i) si le TRI du Projet se situe entre deux montants du TRI du Projet figurant dans ce tableau, le Montant dérivé du TRI du Projet sera déterminé par interpolation linéaire, et (ii) si le TRI du Projet réel est supérieur au plus grand TRI du Projet figurant dans ce tableau, le Montant du TRI du Projet sera réputé correspondre au Montant du TRI du Projet correspondant audit plus grand TRI du Projet et (iii) si le TRI du Projet réel est inférieur au plus petit TRI du Projet établi dans ce tableau, le Montant du TRI du Projet sera réputé correspondre à Zéro.

«Vente» s'entend de la vente ou de l'échange (y compris par le biais d'une fusion, d'un apport ou de toute transaction similaire) à ou avec une tierce personne d'actions ou autres titres émis par la Société ou ADB Belgium entraînant un Changement de Contrôle.

«Pacte de Porteurs de Titres» (Securityholders Agreement) signifie tout pacte de porteurs de titres conclu entre l'Actionnaire Principal et les autres porteurs de titres émis par la Société, en rapport avec et en présence de la Société, tel que pouvant être modifié ou complété au fil du temps.

«Filiale» signifie, à l'égard de toute Personne, (i) toute société dont les actions emportant un droit de vote ordinaire d'élire les membres du conseil d'administration ou d'autres Personnes exerçant une fonction similaire sont, au moment concerné, majoritairement détenues par ladite Personne, ou dont la gestion est autrement contrôlée par ladite Personne, directement ou indirectement par le biais d'un ou de plusieurs intermédiaires, où les deux situations à la fois, et (ii) tout partnership, association, joint-venture ou autre Personne (a) dont le ou les seuls general partners ou le gérant commandité sont cette Personne ou une filiale de cette Personne, ou (b) dans lequel la personne en question ou une ou plusieurs filiales de cette Personne détient une participation économique supérieure à 50% au moment concerné; à cet effet, le terme «contrôle» (y compris le verbe «contrôler» et les termes «contrôlant», «contrôlé par» et «sous contrôle commun avec») signifie la possession, directe ou indirecte, ou la faculté d'orienter ou d'influer sur l'orientation de la direction et des politiques d'une Personne, par le biais de la détention de titres assortis de droits de vote, par contact ou autrement; à cet égard, (x) une limited partnership sera réputée être contrôlée par son ou ses general partners et (y) un fonds commun de placement sera réputé être contrôlé par sa société de gestion.

Art. 31. Déterminations.

31.1. Cession ou Introduction en Bourse de la Société.

Dans le cas d'une Vente entraînant un Changement de Contrôle de la Société et ne représentant pas une vente de l'ensemble des titres en circulation de la Société, les Flux Reçus seront calculés comme si l'ensemble des titres en circulation de la Société avaient été vendus ou échangés à un prix équivalent au prix auquel les actions et autres titres de la Société ont été vendus ou échangés (ou en cohérence avec un tel prix). La valeur de l'ensemble des actions et autres titres d'une société (calculée de la manière décrite dans le présent paragraphe) résultant de la contrepartie obtenue pour la vente ou l'échange de certaines actions ou certains autres titres de ladite société est dénommée ci-après la «Valeur à 100%» de la société en question établie sur la base de la contrepartie obtenue dans le cadre du Changement de Contrôle.

En cas d'Introduction en Bourse de la Société, les Flux Reçus sont calculés (x) en tenant compte du nombre des actions de la Société détenues par les Investisseurs qui ont été réellement vendus par les Investisseurs à l'occasion de l'Introduction en Bourse et le prix réel par action obtenu par les Investisseurs pour lesdites actions à l'occasion de l'Introduction en Bourse (le «Prix des Actions Lié à l'Introduction en Bourse»), et (y) comme si le solde des actions de la Société détenu par les Investisseurs était vendu au Prix des Actions Lié à l'Introduction en Bourse à la date d'expiration de tout «lock-up» ou arrangement similaire applicable aux Investisseurs dans le contexte de l'Introduction en Bourse.

31.2. Cession ou Introduction en Bourse d'une Société Holding Intermédiaire.

Dans le cas d'une Vente entraînant un Changement de Contrôle d'une Société Holding Intermédiaire (la «Société Holding Intermédiaire Vendue»), les Flux Reçus sont calculés comme si:

(i) au cas où ladite vente ne constitue pas une vente de tous les titres en circulation de la Société Holding Intermédiaire Vendue, l'ensemble des titres en circulation de la Société Holding Intermédiaire avaient été vendus ou échangés à un prix équivalent à la Valeur à 100% de la Société Holding Intermédiaire Vendue et

(ii) la Société (ainsi que toute autre Société Holding Intermédiaire contrôlant la Société Holding Intermédiaire Vendue) avait été liquidée et sur la base du produit de ladite liquidation, après paiement de l'ensemble des dettes;

Dans le cas d'une Introduction en Bourse d'une Société Holding Intermédiaire (la «Société Holding Intermédiaire Cotée»), les Flux Reçus sont calculés:

(i) en tenant compte du nombre d'actions détenues par la Société (ou une autre Société Holding Intermédiaire) dans la Société Holding Intermédiaire Cotée qui ont été réellement vendues par la Société (ou ladite autre Société Holding Intermédiaire) à l'occasion de l'Introduction en Bourse et le prix par action réel obtenu par la Société (ou ladite autre Société Holding Intermédiaire) pour les actions en question à l'occasion de l'Introduction en Bourse (le «Prix des Actions Lié à l'Introduction en Bourse»), et (y) comme si le solde des actions détenu par la Société (ou ladite autre Société Holding Intermédiaire) dans la Société Holding Intermédiaire Cotée était vendu au Prix des Actions Lié à l'Introduction en Bourse à la date d'expiration de tout «lock-up» ou arrangement similaire applicable à la Société (ou à ladite autre Société Holding Intermédiaire) dans le contexte de l'Introduction en Bourse; et

(ii) comme si la Société (et toute autre Société Holding Intermédiaire contrôlant la Société Holding Intermédiaire Cotée) avait été liquidée et sur la base du produit de ladite liquidation, après paiement de l'ensemble des dettes.

Art. 32. Tableaux.

32.1 Montant du TRI de Projet

TIR de Projet	14,6%	19,6%	23,9%	27,6%	30,9%	33,9%	36,6%	55,7%
Montant du TRI de Projet	3,0m€	8,0m€	12,0m€	16,0m€	20,0m€	23,0m€	26,0m€	52,0m€

32.2 Montant du Multiple CoC du Projet

Multiple CoC du Projet	2,0x	2,5x	3,0x	3,5x	4,0x	4,5x	5,0x	10,0x
Montant du Multiple CoC du Projet . . .	3,0m€	8,0m€	12,0m€	16,0m€	20,0m€	23,0m€	26,0m€	52,0m€

I. Loi applicable

Art. 33. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts sera déterminé en conformité avec la Loi.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15.45 heures.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des mandataires des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mandataires de ces mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires des comparants, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, B. Wahl, K. Böhm, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 18 février 2016. GAC/2016/1225. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 19 février 2016.

Référence de publication: 2016068506/1560.

(160031728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Maps WB Platz Parking, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 200.880.

In the year two thousand and sixteen, on the nineteenth day of February.

Before the undersigned, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Maps Cologne One, a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 200.872, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal given on February 19, 2016.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Maps WB Platz Parking (hereinafter the “Company”), a société à responsabilité limitée, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 200.880, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, on 16 October 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3394 on 18 December 2015. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 16 November 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 376 on 10 February 2016.

Whereas, the appearing party, representing the whole corporate capital and having waived any notice requirement, requires the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company’s share capital by an amount of five hundred thirty thousand nine hundred thirty-five euro (EUR 530,935.-) so as to raise it from its current amount of forty-three thousand five hundred ninety euro (EUR 43,590.-) up to five hundred seventy-four thousand five hundred twenty-five euro (EUR 574.525.-) by issuing five hundred thirty thousand nine hundred thirty-five (530,935) shares, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

The five hundred thirty thousand nine hundred thirty-five (530,935) new shares have been subscribed by Maps Cologne One, aforementioned, represented as stated above, for an aggregate price of five million three hundred eighty-seven thousand eight hundred forty-seven euro (EUR 5,387,847.-), entirely paid up in cash, so that the amount of five million three hundred eighty-seven thousand eight hundred forty-seven euro (EUR 5,387,847.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution of five million three hundred eighty-seven thousand eight hundred forty-seven euro (EUR 5,387,847.-) has been allocated as follows:

- five hundred thirty thousand nine hundred thirty-five euro (EUR 530,935.-) have been allocated to the share capital of the Company;
- four million eight hundred fifty-six thousand nine hundred twelve euro (EUR 4,856,912.-) have been allocated to the share premium of the Company.

Second resolution

As a consequence of the precedent resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the articles of incorporation of the Company as follows:

“ **5.1.** The Company’s share capital is set at five hundred seventy-four thousand five hundred twenty-five euro (EUR 574,525.-) represented by five hundred seventy-four thousand five hundred twenty-five (574,525) shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.”

Third resolution

The Sole Shareholder further resolves that the amount of fifty-seven thousand four hundred fifty-two euro (EUR 57,452.-) shall be entirely allocated out of the share premium account of the Company to its legal reserve.

The legal reserve account of the Company shall thus be credited with an amount of fifty-seven thousand four hundred fifty-two euro (EUR 57,452.-).

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately three thousand four hundred euro (EUR 3,400).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German translation; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed the present deed together with the notary.

Follows the german translation of the foregoing deed

Im Jahre zweitausendundsechzehn, am neunzehnten Tag des Monats Februar.

Vor uns, Maître Marc Loesch, Notar mit Amtswohnsitz in Mondorf-les-Bains, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Maps Cologne One, eine société anonyme bestehend nach dem Recht vom Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Firmenregister unter der Nummer B 200.880, mit Sitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (die „alleinige Gesellschafterin“),

hier vertreten durch Herrn Frank Stolz-Page, mit Berufsanschrift in Bad-Mondorf, aufgrund einer am 19. Februar 2016 privatschriftlichen erteilten Vollmacht.

Diese Vollmacht wird nach Paraphierung „ne varietur“ durch den Notar und den/die Bevollmächtigte(n) vorliegender Urkunde als Anlage beigefügt, um mit dieser Urkunde eingetragen zu werden.

Die erschienene Partei ist die alleinige Gesellschafterin der Maps WB Platz Parking (die „Gesellschaft“), einer luxemburgischen société à responsabilité limitée, bestehend nach dem Recht vom Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 200.880, mit Gesellschaftssitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet durch notarielle Urkunde, ausgestellt von Maître Marc Loesch, Notar wohnhaft in Mondorf-les-Bains, Großherzogtum Luxemburg, am 16. Oktober 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3394 am 18 December 2015. Die Satzung wurde zuletzt geändert gemäß Urkunde vom unterzeichnendem Notar, am 16 November 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 376 am 10. Februar 2016.

Die erschienene Partei, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet hat, ersucht den Notar die folgenden Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, das Gesellschaftskapital um einen Betrag von fünfhundertdreißigtausendneuhundertfünfunddreißig Euro (EUR 530.935,-) zu erhöhen, so dass das Gesellschaftskapital, welches aktuell dreihundertvierzigtausendfünfhundertneunzig Euro (EUR 43.590,-) beträgt, auf fünfhundertvierundsiebzigttausendfünfhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 574.525,-) erhöht wird durch Ausgabe von fünfhundertdreißigtausendneuhundertfünfunddreißig (530.935) Anteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,-).

Die fünfhundertdreißigtausendneuhundertfünfunddreißig (530.935) neuen Anteile wurden durch Maps Cologne One, vorgeannt, vertreten wie oben angegeben, für einen voll in Bar einbezahlten Gesamtpreis von fünf Millionen dreihundertachtunddreißigtausendachthundertsiebenundvierzig Euro (EUR 5.387.847,-) gezeichnet, so dass der Betrag von fünf Millionen dreihundertachtunddreißigtausendachthundertsiebenundvierzig Euro (EUR 5.387.847,-) der Gesellschaft ab nun zur Verfügung steht, so wie vor dem unterzeichneten Notar gerechtfertigt.

Der gesamte Einzahlungsbetrag in Höhe von fünf Millionen dreihundertachtunddreißigtausendachthundertsiebenundvierzig Euro (EUR 5.387.847,-) wird wie folgt zugeteilt:

- fünfhundertdreißigtausendneuhundertfünfunddreißig Euro (EUR 530.935,-) werden dem Gesellschaftskapital zugeteilt;
- vier Millionen achthundertsechsfünfzigtausendneuhundertzwölf Euro (4.856.912,-) werden als Ausgabepremie der Gesellschaft verbucht.

Zweiter Beschluss

In Folge des vorstehenden Beschlusses, beschließt die alleinige Gesellschafterin, Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu ändern:

„**5.1.** Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfhundertvierundsiebzigttausendfünfhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 574.525,-) bestehend aus fünfhundertvierundsiebzigttausendfünfhundertfünfundzwanzig (EUR 574.525) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Anteil.“

Dritter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt den Betrag von siebenundfünfzigtausendvierhundertzweiundfünfzig Euro (EUR 57.452,-) vollständig aus dem Emissionsagio der Gesellschaft der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zuzuteilen.

Die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft soll daher mit dem Betrag von siebenundfünfzigtausendvierhundertzweiundfünfzig Euro (EUR 57.452,-) kreditiert werden.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, in welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass des vorliegenden Aktes entstehen, beläuft sich auf ungefähr dreitausendfünfhundert Euro (EUR 3.500).

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen der deutschen und der englischen Fassung ist die englische Fassung maßgeblich.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Mondorf-les-Bains, in der Amtsstube des unterzeichnenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung des Vorstehenden gegenüber dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei, dem Notar nach Namen, Vornamen sowie Familienstand und Wohnort bekannt, hat der Bevollmächtigte der erschienenen Partei mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 25 février 2016. GAC/2016/1438. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016075410/132.

(160039708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

Mezzanine IX Investors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 183.858.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-sixth of February.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company ("société anonyme") "Mezzanine IX Investors S.A.", (the "Company"), established and having its registered office in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 183.858, incorporated pursuant to a deed of the undersigned, on the 31st of December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 726 of March 20th, 2014.

The meeting is presided by Mr François LANNERS, employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

The Chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Ellen KOSKA, employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state the following:

A) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Amendment of Article 11 of the statutes in relation with the Powers of the Board, as follows:

Art. 11. Powers of the Board. "The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest concerning the external relations of the Company. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board."

2. Miscellaneous.

B) That the shareholders present or represented, as well as the number of the shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital is present or represented at the present meeting and that all the present or represented shareholders declare having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting.

No other convening notices were necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, has taken unanimously the following resolution:

Sole resolution

The meeting decides to amend Article 11 of the statutes in relation with the Powers of the Board, as follows:

Art. 11. Powers of the Board. "The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest concerning the external relations of the Company. All

powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.”

There being no further business on the agenda, the Chairman thereupon has closed the Meeting.

Expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros (1.000.-€).

Statement

The undersigned notary, who speaks and understands English and German, states herewith that the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the German version, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing persons, known to the officiating notary by their first and last name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahre zweitausendsechszehn, den sechszwanzigsten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxembourg, (Großherzogtum Luxemburg);

Wird ein außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre (die "Versammlung") der Aktiengesellschaft "Mezzanine IX Investors S.A.", (die "Gesellschaft"), mit Sitz in L- L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, eingetragen im Handels- und Firmenregister, Sektion B, unter der Nummer 183.858, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 31. Dezember 2013, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 726 vom 20. March 2014, abgehalten.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Herrn Francois LANNERS, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, eröffnet (der Vorsitzende).

Der Vorsitzende bestellt zum Schriftführer und die Versammlung wählt zum Stimmenzähler Frau Ellen KOSKA, Angestellte, beruflich wohnhaft in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Der Vorstand der Versammlung ist damit konstituiert und der Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

A) Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

Tagesordnung

1. Abänderung des Artikels 11 der Statuten bezüglich die Befugnisse des Verwaltungsrats, wie folgt:

„ **Art. 11. Befugnisse des Verwaltungsrats.** Dem Verwaltungsrat sind die weitestgehenden Befugnisse übertragen, um sämtliche Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Interesse der Gesellschaft im Außenverhältnis durchzuführen. Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die Satzung der Hauptversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

2. Verschiedenes“.

B) Dass die anwesenden oder vertretenden Gesellschafter, sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien, in einer Anwesenheitsliste vermerkt werden; diese Anwesenheitsliste wird von den anwesenden Gesellschaftern, den Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter, den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet.

C) Dass die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter, von den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet, dieser Urkunde beigegeben werden, um mit derselben einregistriert zu werden.

D) Dass das gesamte Gesellschaftskapital anwesend oder vertreten ist und dass alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, eine entsprechende Einberufung erhalten zu haben und dass sie vor Versammlungsdatum über die Tagesordnung verfügen konnten.

Keine weiteren Einberufungsmittelungen waren erforderlich.

E) Dass diese Versammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ordnungsgemäß einberufen wurde und dass rechtsgültige Beschlüsse über alle in der Tagesordnung angegebenen Themen gefasst werden können.

Alsdann hat die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgenden Beschluss gefasst:

Alleiniger Beschluss

Die Versammlung beschließt Artikel 11 der Statuten bezüglich die Befugnisse des Verwaltungsrats, wie folgt:

„ **Art. 11. Befugnisse des Verwaltungsrats.** Dem Verwaltungsrat sind die weitestgehenden Befugnisse übertragen, um sämtliche Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Interesse der Gesellschaft im Außenverhältnis durchzuführen.

Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die Satzung der Hauptversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung standen, hat der Vorsitzende darauf die Versammlung geschlossen.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr tausend Euros (1000.-€).

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher Englisch und Deutsch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Antrag der Komparenten und im Fall von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, wird die englische Fassung maßgebend sein.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, haben die besagten Komparenten zusammen mit Uns dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: F. LANNERS, E. KOSKA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 1 mars 2016. 2LAC/2016/4433. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 3 mars 2016.

Référence de publication: 2016075414/118.

(160039865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

Excen Global Holding II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 151.727.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la société tenue à Luxembourg extraordinairement en date du 8 mars 2016

- Il a été décidé de renouveler le mandat des administrateurs de la Société à savoir:

* Jawaan Awaidha Suhail AL KHAILI, demeurant à Opp. Emirates Post, Al Ain, Emirats Arabes Unis, administrateur de catégorie A;

* Abdelkareem AL KADOMI, demeurant à 26th Street, Al Hell Tower, «M» Floor, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis, administrateur de catégorie A;

* Aidan FOLEY, demeurant professionnellement à 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, administrateur de catégorie B

jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice social clos au 31 décembre 2015.

- Il a été décidé de renouveler le mandat du commissaire aux comptes de la Société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social clos au 31 décembre 2015.

- L'assemblée générale a accepté la démission de Monsieur Daniel ADAM de ses fonctions d'administrateur de catégorie B de la Société et a nommé, Mademoiselle Katia VELTER, employée privée, née le 29 avril 1981 à Longe-les-Metz, France, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 8-10, Avenue de la Gare, en qualité d'administrateur de classe B de la Société jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle en relation avec l'approbation des comptes de l'exercice social clos au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077158/26.

(160042622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Private Wealth Management Global SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 146.086.

The extraordinary general meeting of shareholders of Private Wealth Management Global SIF held on 19 May 2016 could not validly deliberate and vote on the proposed agenda due to a lack of quorum. The shareholders are convened to the reconvened

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(the "Meeting") to be held at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg at 10.00 a.m. (Luxembourg time) on 21 June 2016 with the following agenda:

Agenda:

(Sole Resolution)

Amendment of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") in order to, amongst other things:

(i) Amend article 9 in order to cover restrictions related to the Foreign Account Tax Compliance Act, the Common Reporting Standard or any other similar provisions.

(ii) Amend the last paragraph of article 10 in order to add the possibility for the board and the alternative investment fund manager to decide the imposition of the dilution levy on redemption or conversion requests.

(iii) Amend the net asset value suspension cases foreseen by article 11.

(iv) Amend the valuation principles foreseen in article 12 in order for them to be in line with the prospectus of the Company (the "Prospectus") and to reflect the fact that the AIFM is in charge of the valuation of the Company's assets.

(v) Add a paragraph after the last paragraph of article 17 in order to cover the appointment of an alternative investment fund manager.

(vi) Amend article 23 in order to change the date of the annual general meeting and to include the possibility for shareholder meetings to be held at a day, time or place other than those provided for in the articles.

(vii) Amend article 24 in order to include the possibility to hold a meeting without prior notice.

(viii) Amend article 29 in order to add dispositions on the custodian's discharge of liability in accordance with the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law").

(ix) Amend article 31 in order to insert a reference to the AIFM Law.

(x) Add article 32 relating to preferential treatment of investors under the AIFM Law.

(xi) Add article 33 relating to information to be provided to investors under the AIFM Law

(xii) Delete the French translation of the Articles

(xiii) Make any other general updates or changes of the Articles as might be required

A draft of the revised Articles showing all changes made, notably to articles 9, 10, 11, 12, 17, 23, 24, 29, 31, 32 and 33 can be obtained from the Company's registered office upon request.

VOTING ARRANGEMENTS FOR THE MEETING

There is no quorum required for this Meeting to validly deliberate and vote on the amendment of the Articles. The decision on the only item of the agenda will be taken by a majority of two-thirds of the votes cast.

Votes cast do not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote. Each share is entitled to one vote.

Shareholders may vote in person or by proxy.

If you are not able to attend the Meeting, you may vote by proxy by returning the form of proxy, which can be obtained from the registered office of the Company. Proxies received for the extraordinary general meeting on 19 May 2016 will be kept and remain valid for this Meeting unless they are expressly revoked.

To be valid, this form must be duly completed, dated, signed and returned by mail to the Company's registered office, 15 Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, before 12:00 noon (Luxembourg time) on 20 June 2016 for the attention of Mr. Arnaud Pierre or by fax to +352 22 02 29 followed by mail to apierre@pictet.com.

Should you intend to participate in person to this Meeting, we would be grateful to confirm your participation by email to the following address: apierre@pictet.com at least 48 hours before the date of the Meeting.

On behalf of the Board of Directors

Référence de publication: 2016109858/52.